



Égypte/Monde arabe

3 | 2000

La censure ou comment la contourner

L'affaire Haydar Haydar

Mustapha al-Ahnaf



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ema/807>

DOI : 10.4000/ema.807

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2000

Pagination : 167-202

ISBN : 2-87027-856-X

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Mustapha al-Ahnaf, « L'affaire Haydar Haydar », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], Deuxième série, La censure ou comment la contourner, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ema/807> ; DOI : 10.4000/ema.807

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Tous droits réservés

L'affaire Haydar Haydar

Mustapha al-Ahnaf

- 1 Tout commence par un cri de guerre lancé par un médecin-radiologue littéraire et prédicateur islamique à ses heures, et qui fait figure de redresseur de torts. Dans le bi-hebdomadaire islamiste *al-Sha'b* du 28/04/2000, Muhammad ʿAbbās publie un article intitulé : « Qui fait le serment de mourir avec moi ? Puissent vos mains être coupées ! Il ne reste plus que le Coran... Que se passera-t-il si nous disons que le Premier ministre est de la merde ? » Sur une demi-page, la manchette du journal s'étale en ces termes : « Ô peuple d'Égypte montre ta colère pour Allah ! De basses insultes contre Dieu, le Coran et le Prophète dans un livre publié par le ministère de la Culture. Le livre traite le Coran de merde ... Dieu, d'artiste raté et le Prophète, d'homme à femmes. Nous exigeons la démission des responsables de l'édition, de l'impression et de la diffusion du roman et à leur tête le ministre de la Culture. » Le texte de M. ʿAbbās, qui occupe l'intégralité de la dernière page, est une dénonciation en bonne et due forme adressée aux autorités officielles et par-delà au public musulman dans son ensemble. À la manière des prédicateurs-agitateurs, il mêle les invectives et les larmes, l'émotion et la colère et multiplie les insultes et les anathèmes. Le texte est conçu comme une exhortation destinée à exciter la colère et l'indignation populaires et par là même à mettre l'autorité politique dans l'embarras [annexe n° 1].
- 2 *Walîma li acshâb al-bahr* (Un Festin pour les algues de mer, désormais *Walîma...*) est un roman de quelque 700 pages¹, publié à Chypre à compte d'auteur en 1983 par l'écrivain syrien Haydar Haydar, sexagénaire retiré voici quelques années dans son village natal au nord de la Syrie, près de Tartûs. Depuis, il a connu plusieurs rééditions syriennes et libanaises. En Égypte, l'Organisme général des palais de la culture (*al-Hay'a al-ʿamma li-qusûr al-thaqâfa*) qui dépend du ministère de la Culture et qui est actuellement dirigé par le critique de cinéma ʿAlî Abû Shâdî², publie une série de collections supervisées par des écrivains ou artistes professionnels. Ces collections sont destinées, d'une part, à diffuser des œuvres consacrées, classiques ou modernes, à des prix symboliques et, d'autre part, à faire connaître les jeunes talents littéraires égyptiens. Une de ces collections, « Horizons de l'écriture » (*Âfâq al-kitâba*), est dirigée par l'écrivain Ibrâhîm Aslân et a pour mission de mettre à la portée du lecteur égyptien des œuvres littéraires déjà publiées dans d'autres

pays arabes et saluées par la critique comme majeures. *Walîma...* en constitue le trente-cinquième titre qui paraît en novembre 1999.

- 3 Le roman fleuve raconte l'histoire de deux communistes irakiens, réfugiés en Algérie où ils vivent et entretiennent des relations complexes avec deux Algériennes : une ancienne combattante de la guerre de libération et une jeune orpheline, fille d'un « martyr de la révolution ». Ils devisent et agissent librement, crûment, sans retenue ni morale ; rendus cyniques et désabusés par l'échec de leur expérience révolutionnaire, ils n'ont plus d'égard pour rien ni personne. Ils critiquent l'islam et son prophète, les régimes arabes et leurs chefs, les expériences historiques des peuples arabes, les mouvements dits révolutionnaires de la région, avec une désinvolture et un mépris d'autant plus scandaleux qu'ils sont exprimés dans un langage qui ne craint pas l'obscénité.
- 4 Bien avant la campagne lancée contre lui en Égypte, le roman avait attiré l'attention de nombreux critiques littéraires parmi lesquels nous citerons ʿAlî al-Râʾî, Mahmûd Amîn al-ʿÂlim, Fârûq ʿabd-al-Qâdir et le marocain Mohammed Barrada. Dans son ouvrage *Le roman dans le monde arabe, échantillons choisis* (Dâr al-mustaqbal al-ʿarabî, Le Caire, 1991), ʿAlî al-Râʾî écrit que *Walîma...* est l'un des romans politiques les plus marquants de la scène littéraire arabe contemporaine. Le sentiment profond et enflammé de l'horreur des tragédies que connaît la scène arabe exprime en fait le désir de l'auteur de voir les Arabes se relever de leur chute. Le marxiste M. Amîn al-ʿÂlim voit dans le roman un hymne à la révolution arabe avortée. Il s'attaque en même temps au Léviathan irakien et à la corruption où s'est abîmée la révolution algérienne, « volée et assassinée par les maquereaux » aux dires de Fulla bû ʿInnâb, un des personnages du roman. Dans cette œuvre se mêlent deux langages : l'un descriptif, affirmatif et direct ; l'autre lyrique et quasi surréaliste qui domine l'ensemble et lui donne sa beauté et sa vision profonde de la réalité (*Akhhâr al-adab*, 15/05/2000). Fârûq ʿabd-al-Qâdir, un des meilleurs connaisseurs du roman arabe contemporain (*Awraq al-ramad wa-l-gamr*, Le Caire, Dâr al-Hilâl, 1988), écrit dans un chapitre intitulé : « La montée du Léviathan et l'effondrement du rêve » que *Walîma...* est un roman douloureux et blessant comme est douloureuse et blessante la réalité dans le monde arabe. Il déchire les voiles et les masques en évitant de se leurrer et de leurrer les autres ; il constitue une contribution nouvelle et précieuse au roman arabe, un témoignage lumineux de l'auteur d'*al-Zaman al-mûhish* (Les Temps affligeants). Mohammed Barrada, lui-même romancier et critique littéraire, présente le roman de Haydar Haydar comme « l'histoire moderne de la défaite de l'amour et de la révolution », comme une histoire qui tire son éclat et sa richesse de sa construction, de la langue précise et pleine de sensibilité poétique, de la distanciation moqueuse vis-à-vis des discours idéologiques dogmatiques et répétitifs, et surtout de la multiplicité de ses registres linguistiques et thématiques. Le roman mêle la dimension politique aux autres dimensions de la vie ; l'amour, le sexe, la nature, la joie, la tristesse et la libération du corps par la danse...
- 5 Il est à souligner qu'aucun des critiques ne relève l'aspect irréligieux du roman qui sera tant reproché à son auteur et fera l'objet de la campagne de dénonciation menée contre lui par l'ensemble du courant islamique guidé par M. ʿAbbâs. De fait, celui-ci ne connaissait ni le roman ni son auteur. Son attention avait été attirée par un petit article en forme de véritable « rapport d'informateur », paru dans l'hebdomadaire *al-Usbûʿ* (28/02/2000) et signé de Hasan Nûr, écrivain nubien connu de ses seuls compères. Nûr y dénonce la publication par l'Organisme général des palais de la culture d'un roman qui porte atteinte à la religion et aux valeurs morales. L'écrivain Khayrî Shalabî, qui tient une

rubrique régulière dans le même hebdomadaire, s'indigne, dans le numéro suivant, de cet acte de dénonciation et de la remise en cause de la liberté d'expression de l'artiste. La direction du journal exprime son désaccord avec Khayrî Shalabî et décide de clore le débat. Entre temps, M. ʿAbbâs demande et obtient une copie du roman auprès du rédacteur en chef d'*al-Usbûʿ*. Six semaines plus tard, il fait éclater son article-bombe dans le journal *al-Shaʿb*.

- 6 L'objet de son libelle est en apparence la défense de l'islam contre ses détracteurs infiltrés jusque dans les organismes de l'État et qui forment une coalition dirigée par le ministre de la Culture Fârûq Husnî. En fait, il vise à provoquer un scandale d'une ampleur qui n'a d'égal que l'acte blasphématoire dénoncé et jamais connu en Égypte. Sont dénoncés et insultés nommément l'auteur du roman bien sûr, mais surtout les responsables de sa réédition et le ministre qui les cautionne ; ils sont tous traités d'impies, de sacrilèges et de crapules. Minutieusement choisies, les phrases et les expressions qu'il cite, en dehors de tout contexte, sont effectivement scandaleuses et ont peu de chance de trouver des sympathisants, comme celles où le mot merde est accolé au mot Coran, occultant le point qui les sépare dans le roman.
- 7 ʿAbbâs s'adresse tout d'abord au président Moubarak qu'il somme en quelque sorte de dire s'il défend ou non le Coran ; puis au cheikh d'al-Azhar ; au mufti de la République qui a le devoir de tout dénoncer ou de démissionner ; aux ulémas et aux étudiants d'al-Azhar pour leur rappeler qu'on est en train de profaner l'ultime refuge de la communauté des croyants (*umma*) ; puis, pêle-mêle, aux journalistes, aux partis politiques, aux services de la Sûreté de l'État, à Mme Suzanne Moubarak, à toutes les femmes, à tout le peuple d'Égypte enfin qu'il appelle à manifester sa colère contre ceux qui, sous couvert de répandre les « Lumières », diffusent le blasphème et l'infamie. Pour finir, il interpelle de nouveau le président Moubarak en tant que responsable suprême « de tout ce qui se passe dans le pays » et l'adjure de sévir, d'éteindre l'incendie qui s'annonce, ou alors de donner l'ordre de l'immoler, lui, ʿAbbâs.
- 8 L'article fait tout de suite son effet. Le ton choisi par son auteur s'impose comme seul mode de communication et ne laisse aucune place au « dialogue », à la « libre discussion ». Tout le monde est sommé – à commencer par le président de la République – de prendre position : avec ou contre le Coran ; avec ou contre l'auteur blasphémateur et les responsables de sa diffusion en Égypte. Aussitôt deux camps se dessinent, prennent position pour un combat qui s'annonce long, âpre et sans merci. Durant plus d'un mois, on assistera à une sorte de guerre civile mimée, prenant l'allure d'une lutte à mort entre le « parti de Dieu » et le « parti du Diable », dans le langage du premier ; entre les « lumières de la raison » et les « ténèbres de l'obscurantisme » ou encore entre « la liberté d'expression et de création » contre « le terrorisme et le fascisme », selon le langage des adversaires. Chacun des protagonistes suit sa pente et poursuit ses propres objectifs. Ceux qui prétendent que le combat leur a été imposé (les islamistes), sont en fait ceux qui l'ont choisi et mis sur le seul terrain qui leur soit familier : l'anathème. Les intellectuels dits indépendants qui n'ont choisi ni le combat ni ses termes vont devoir se battre, souvent en rangs dispersés, sur plusieurs fronts à la fois : celui de la liberté d'expression et de création ; celui du monopole de la religion : qui est habilité à parler au nom de l'islam ? qui a le droit de décider de la foi ou de l'impiété d'un individu ? enfin, celui de l'indépendance vis-à-vis des institutions culturelles officielles et de la remise en question de leurs prérogatives.

- 9 Il se trouve que l'affaire de la *Walîma*... a, pour chacun des deux partis, un arrière-plan qui lui est propre. Le Parti du Travail et son organe *al-Sha'b* sont, depuis plusieurs mois, en campagne pour la libération du rédacteur en chef Magdî Ahmad Husayn et de deux autres journalistes, condamnés et emprisonnés pour diffamation contre le ministre de l'Agriculture Yûsuf Wâlî – campagne pendant laquelle ils avaient obtenu l'appui des autres partis d'opposition et celui de la majorité des journalistes. En s'attaquant au ministre de la Culture sur la base d'une cause supposée entendue (la défense de l'islam contre ses détracteurs), ils pensaient tout à la fois s'imposer comme porte-parole de l'islam, faire libérer les journalistes emprisonnés et inaugurer sous ces auspices la campagne électorale pour les législatives de novembre 2000. Les intellectuels laïques ou de gauche, quant à eux, étaient depuis quelques mois en état d'effervescence et voulaient « faire quelque chose » pour sortir du marasme culturel dominant. Face à une Union des écrivains quelque peu fossilisée, ils entendaient, à l'initiative de quelques vétérans de la gauche intellectuelle, se rassembler en une forme quelconque d'association qui leur permettrait d'affirmer leur autonomie et d'entreprendre des actions qui la vérifient, tout en continuant de combattre leurs adversaires idéologiques et politiques du vaste courant islamique. L'affaire de la *Walîma*... est venue à point nommé pour marquer l'acte de naissance d'un collectif d'intellectuels, d'écrivains et de journalistes soucieux de défendre la liberté de création, de critique, la raison, les « Lumières » et toutes les autres valeurs qui leur semblent menacées à la fois par ceux qui se réclament de la religion et par la politique de récupération systématique pratiquée par le ministère de la Culture. L'ironie de l'histoire a voulu que ceux qui recherchaient leur indépendance vont se trouver, sans le vouloir, dans le même camp que ce même ministère, à lutter contre leurs adversaires communs.
- 10 La campagne « islamiste » contre le roman de Haydar Haydar ou, plutôt, contre ses rééditeurs en Égypte, prend plusieurs formes et semble obéir à un plan prémédité. ʿĀdil Husayn, secrétaire du Parti du Travail, reconnaît avoir donné carte blanche à M. ʿAbbâs pour exprimer le plus librement et le plus violemment possible son indignation et sa « colère pour Dieu » et avoir promis l'appui inconditionnel du Parti du Travail. Une fois l'article publié avec la mise en page et la mise en scène que l'on sait, le parti et son journal semblent ne plus avoir eu d'autre tâche que la dénonciation du complot ourdi contre l'islam avec la complicité du ministre de la Culture. La défense de la religion est une obligation individuelle et collective ; si « l'État », « le gouvernement » ne font pas leur devoir, les musulmans se doivent d'accomplir le leur. Aussi le Parti du Travail appelle-t-il à un meeting de protestation, tandis que le journal *al-Sha'b* se met tout entier au service de la nouvelle vieille cause. Dès le 2 mai 2000 (*al-Sha'b*), Kamâl Habîb (un repent du groupe al-Jihâd) sollicite l'avis de certains ulémas sur l'affaire du roman. Tous le condamnent, l'anathématisent et vitupèrent ceux qui ont osé le publier dans le pays d'al-Azhar. Personne n'a lu le livre et tous se contentent du compte rendu fait par M. ʿAbbâs. En s'appuyant sur les mêmes arguments, l'avocat islamiste Mahfûz ʿAzzâm publie la demande d'inculpation des responsables de la publication du roman, dont il avait saisi le Procureur général. ʿAbbâs continue sa croisade dans le numéro d'*al-Sha'b* daté du 05/05/2000. Il y décrète que la culture en Égypte ne vise désormais que trois choses : 1°) que la liberté de pensée soit synonyme de blasphème ; 2°) que les droits de la femme soient synonymes de pornographie ; 3°) la normalisation avec Israël et la soumission à l'Occident (!), facilitées après que le blasphème et la pornographie eurent fait sombrer la société musulmane dans le coma et abattu toutes ses défenses. Blasphème, pornographie,

normalisation, voilà, dit-il, le programme du ministère de la Culture. Puis d'interpeller le président Moubarak : « La nation bout de colère... les points d'interrogation deviennent des actes d'accusation ; le monde musulman nous regarde avec étonnement et mépris et les gens ne peuvent imaginer que tu puisses savoir et te taire. La sédition approche, éteins-la, nous t'en conjurons. » D'autres pages du même journal reproduisent des lettres de lecteurs qui expriment « la révolte de la rue islamique contre le ministère de la Culture », lequel continue à « défier les sentiments des musulmans » en publiant « un livre qui dit qu'Allah est un mouflon qui a des cornes et qui descend du ciel pour rencontrer son amante »¹.

- 11 L'après-midi du vendredi 5 mai 2000, un meeting rassemblant près de 1 500 personnes a lieu dans les locaux du Parti du Travail. Il est baptisé : « Meeting de la colère du peuple d'Égypte contre les outrages faits à Dieu, au Prophète et au Coran dans les publications du ministère de la Culture » et animé par le même Kamâl Habîb. Y participent, entre autres orateurs, ʿĀdil Husayn, Muhammad ʿImâra, Yahya Ismâʿîl, cheikh Hâfiz Salâma. Le secrétaire général du Parti du Travail commence par affirmer que le sacrilège sous l'égide de l'État est un crime sans précédent : « Il est certain que le plan du sionisme et de l'Occident en général est de déraciner l'islam (...) ou du moins de le marginaliser... Tout ce qui se passe dans l'information, à la télévision, etc. vise à démonter le prestige de l'islam pièce à pièce... » Muhammad ʿImâra, intellectuel ex-nationaliste se réclamant de l'héritage muʿtazilite et sympathisant du marxisme des années soixante, converti depuis les années quatre-vingt à la cause islamiste, avoue que jamais on n'a connu une situation pareille et qu'il faut « abandonner les passions pour laisser parler la raison ». Pour lui, nous assistons à un véritable phénomène, un courant organisé et un système intellectuel qui, depuis les années soixante-dix a entrepris de combattre le « réveil islamique » : « Il sait ce qu'il veut, il a une fonction, des objectifs et des relations. » Puis il cite, pêle-mêle, le magistrat Saʿîd cAshmawî qui s'opposait à l'application de la sharia ; le penseur accusé d'apostasie Nasr Hâmid Abû Zayd, à qui il attribue la remise en cause des textes sacrés ; le philosophe Hasan Hanafî qu'il accuse d'outrage contre le Prophète ; le poète ʿAbd al-Muʿtî Higâzî qui a osé, à la suite de Louis ʿAwad, affirmer que la langue arabe est une langue morte ; enfin, « les déchets du marxisme », les plus virulents dans leur laïcisme et tout ce qui offense les « constantes de la *umma* ». Le cheikh Ahmad Abû-l-ʿIlâ, membre du comité exécutif du Parti du Travail, affirme solennellement que le responsable de tout cela n'est pas un ministre, mais bien tout le gouvernement. Le représentant du Front des ulémas d'al-Azhar officiellement dissous, cheikh Yahya Ismâʿîl, rend hommage à M. ʿAbbâs et au journal *al-Shaʿb* d'avoir pris sur eux d'attirer l'attention de la *umma* sur le sacrilège commis, tandis que cheikh Hâfiz Salâma (prédicateur connu des années soixante-dix et quatre-vingt) demande qu'un procès public soit intenté à Fârûq Husnî et ses semblables et que les sanctions qu'ils méritent leur soient infligées. S'ils ne renoncent pas, menace-t-il, les jeunes seront là pour défendre l'islam. Parmi les slogans qui ont accompagné cette joute oratoire (rapportés par l'hebdomadaire *al-Usbûʿ*), on peut retenir : « Il n'y a de divinité que Dieu », « Fârûq Husnî est l'ennemi de Dieu », « Tu viendras, tu viendras Ô islam ! Tu régneras, tu régneras Ô Coran ! », « Ô Cheikh d'al-Azhar, que fais-tu ? Tu vois le blasphème et pourquoi te tais-tu ? », « Ô Fârûq Husnî dis la vérité, oui ou non es-tu juif ? »
- Les manifestations des étudiants d'al-Azhar
- 12 La campagne déclenchée par le journal *al-Shaʿb* et l'agitation entreprise par le Parti du Travail ont pour but avoué la mobilisation de l'ensemble des courants islamistes autour d'une cause qui ne peut que faire l'unanimité, et partant gagner le milieu étudiant dans

lequel ces courants comptent l'essentiel de leurs partisans. Les examens de fin d'année qui occupaient les étudiants des autres universités n'avaient pas encore commencé à al-Azhar. C'est donc l'université d'al-Azhar, pourtant la moins politisée, qui se trouva la plus réceptive : l'article-scandale avait été reproduit et distribué à des milliers d'exemplaires et placardé sur les murs du campus ; les enseignants, faisant écho aux prêcheurs des mosquées, ont bruyamment exprimé leur indignation et encouragé les étudiants à riposter. Le mouvement de protestation commence dans la cité universitaire des filles, le dimanche 7 mai au soir. À partir des balcons de leurs chambres, des centaines d'étudiantes, mêlant incantations religieuses et invectives politiques, crient des slogans hostiles au ministre de la Culture et à l'auteur du roman. Les étudiants ne tardent pas à les imiter à partir de leur campus. L'agitation et l'excitation sont telles que le recteur de l'université, Ahmad Umar Hâshim, est obligé de se présenter lui-même vers une heure et demie du matin pour tenter de calmer la situation. Il dit aux protestataires que le roman a été retiré du marché et qu'il fera le nécessaire pour que les responsables de sa publication soient sanctionnés. En vain. Le mouvement ne faisait que commencer et la prière du matin est l'occasion de battre l'appel et de rassembler les troupes. Le lundi 8 mai, vers onze heures, les étudiants arrivent à neutraliser les agents de sécurité du campus et à franchir l'enceinte de l'université ; les étudiantes font de même de leur côté, formant un autre cortège. Ils sont alors des milliers (entre 10 et 15 000 selon diverses sources) à s'engager dans les larges artères qui entourent le campus universitaire d'al-Azhar à Madinat Nasr, brandissant des Corans et des banderoles et scandant des mots d'ordre religieux et politiques. L'islam est glorifié, le Coran vénéré, tandis que sont voués aux gémonies Fârûq Husnî et Haydar Haydar, « ennemis de Dieu ». Le cheikh d'al-Azhar lui-même est pris à partie pour avoir gardé le silence. Mais certains journaux rapportent qu'ils ont aussi décrié l'état d'urgence, la corruption, l'accident d'EgyptAir et les « députés des crédits ».

- 13 Les forces de l'ordre étaient là et attendaient les manifestants, après avoir mis en place un dispositif d'encerclement afin de faire refluer les étudiants vers les campus. Les heurts sont très violents. Tous les témoins sont d'accord pour reconnaître – les uns pour la blâmer, les autres pour s'en désoler – la brutalité de l'intervention policière. Les coups de matraques font plusieurs dizaines de blessés d'abord parmi les filles, ce qui fait doubler la colère de leurs camarades masculins qui ripostent à coups de pierres. De crainte d'être submergées et de voir la population du quartier rejoindre les manifestants, les forces de sécurité ferment les avenues à la circulation et recourent aux bombes lacrymogènes et aux balles de caoutchouc : tirs tendus et ininterrompus pendant plus d'une heure. La violence atteint son comble et la manifestation, qui se voulait pacifique, tourne à l'émeute. Des voitures de police ou de particuliers et des bus sont brûlés ou renversés et l'accrochage avec les forces de police fait plusieurs blessés parmi celles-ci. Le communiqué du ministère de l'Intérieur rejette toute la responsabilité sur les étudiants qui « bien qu'informés que les autorités compétentes ont constitué une commission pour étudier le roman », ont suivi « des éléments provocateurs » et quitté l'enceinte de l'université, « jetant des pierres sur les forces de l'ordre, blessant officiers et policiers, ce qui a nécessité – selon la version officielle – l'usage des gaz lacrymogènes et l'arrestation de nombreux éléments afin de faire face à l'utilisation de moyens non légaux pour exprimer l'opinion ». Toujours selon le même communiqué, il n'y aurait eu « que quelques blessés suite à l'usage des gaz lacrymogènes » et qui auraient « été secourus ».

- 14 En fait, l'affrontement fit plus d'une centaine de blessés, et l'on a même parlé de morts. Des centaines de bombes lacrymogènes furent jetées dans la masse des manifestants et les balles tirées à vue ; les étudiantes et les étudiants ont été harcelés jusque dans leurs chambres « comme si la police était en guerre avec l'État d'Israël ». Les médecins des centres hospitaliers qui ont soigné les blessés parlent d'yeux crevés et de membres cassés, d'étouffement, d'intoxication et de brûlures, en insistant sur le fait que les forces d'intervention ont surtout visé les visages.
- 15 La colère des étudiants – qui ont bénéficié de la sympathie de nombreux habitants de Madinat Nasr lesquels leur ont apporté secours, médicaments et nourriture – est désormais tournée contre la violence de la répression policière. Les manifestations reprennent mardi 9 mai, mais à l'intérieur de l'enceinte universitaire. Plusieurs milliers d'étudiants organisent ensuite un sit-in devant les grilles, et refusent de bouger jusqu'à ce que soient libérés tous leurs camarades arrêtés, et punis ceux qui les ont sauvagement agressés, alors qu'ils ne voulaient qu'exprimer leur colère contre les outrages faits à la religion et au livre de Dieu.
- 16 Le recteur de l'université fait distribuer une déclaration où il dit avoir alerté : le Premier ministre, pour lui demander de « traiter les étudiants comme s'ils étaient [ses] propres enfants qu'il faut protéger des éléments extérieurs infiltrés dans leurs rangs » ; Fathî Surûr, président de l'Assemblée du Peuple, qui a demandé un rapport immédiat sur le livre afin de prendre les mesures juridiques qui s'imposent ; Fârûq Husnî, qui a assuré qu'il n'existe plus une seule copie du livre incriminé sur le marché et qu'il a constitué une commission *ad hoc* pour l'étudier et éclairer le public sur son contenu avant de prendre les mesures nécessaires... Rien n'y fait : le sit-in continue, de même que la « grève des cours » et le boycottage des restaurants universitaires.
- 17 Le recteur de l'université Ahmad ʿUmar Hâshim intervient de nouveau personnellement et fait un discours de circonstance où il souligne le rôle historique d'al-Azhar dans la défense de la foi. « Ni le roman de Haydar ni mille autres ne peuvent porter atteinte à notre religion », dit-il en promettant aux étudiants de « faire le nécessaire » et en les priant de reprendre calmement leurs cours. Mais les étudiants refusent et avancent leurs propres exigences : 1°) libération immédiate et inconditionnelle de tous les étudiants arrêtés ; 2°) jugement et sanction de tous les responsables de la publication du roman ; 3°) démission du ministre de la Culture ; 4°) paiement d'une indemnité de 20 000 £e aux familles qui ont perdu un des leurs lors des affrontements ; 5°) dédommagement conséquent pour les étudiants gravement blessés.
- 18 Jeudi 11 mai, le recteur revient sur les lieux accompagné d'une délégation officielle composée de représentants du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur, du directeur des services de la Sûreté de l'État (*mabâhith amn al-dawla*), du commandant des vigiles du campus et de nombreux professeurs d'al-Azhar. Ils discutent avec les étudiants, leur donnent raison sur l'essentiel, assurent qu'il n'y a eu aucun cas de décès et promettent la libération de leurs camarades. De leur côté, les étudiants dénoncent la brutalité des forces de sécurité – sans la provocation desquelles aucune violence n'aurait été à déplorer –, l'absence et le silence du cheikh d'al-Azhar, premier concerné par la défense de l'islam.
- 19 Deux jours plus tard, l'avocat général d'une des cours de sûreté de l'État donne l'ordre de libérer tous les étudiants arrêtés lors des émeutes d'al-Azhar et mis à la disposition du

Parquet. Ils sont au nombre de 75. Le président Moubarak donnera l'ordre d'envoyer à l'étranger les blessés qui ne peuvent être soignés en Égypte.

- 20 Les émeutes d'al-Azhar ont frappé par leur caractère inattendu d'une part, et leur violence, d'autre part : violence verbale d'abord (menace de mort proférée par les manifestants contre le ministre de la Culture s'il n'est pas démis) ; violence physique ensuite contre les symboles de l'ordre. « Les appareils de souveraineté (*al-aghiza al-siyâdiyya*) », dit le journal *al-Usbû* (15/05/2000) ne se sont pas arrêtés aux causes immédiates de l'émeute, mais se sont mis à étudier les causes sociales, économiques et politiques qui ont favorisé l'aggravation de la situation » (...). « Se contenter du roman comme unique cause des manifestations, dit un officier de police, ne peut que masquer les causes réelles de ce qui s'est passé. »
- 21 Nombre d'observateurs, journalistes, sociologues et politologues conviennent que ce sont d'abord les conditions de vie matérielles et intellectuelles faites aux étudiants d'al-Azhar qui expliquent leur fureur ; tous leur donnent raison et déplorent la misère à laquelle ils sont réduits. Non seulement ce sont les étudiants les plus pauvres d'Égypte, issus de milieux ruraux modestes, et ayant peu de chance de trouver leur place sur le marché du travail, mais ils sont aussi soumis à un sévère régime d'internat qui les traite en mineurs et les humilie. Mais, plus généralement, les mêmes observateurs rappellent l'état de mécontentement qui traverse la société égyptienne dans son ensemble et les autres explosions de violence qui ont eu lieu dans plusieurs régions d'Égypte : à al-Kushh (Haute-Égypte) où un simple incident entre un marchand copte et une cliente musulmane a mis la ville à feu et à sang ; à Mît Namâ (Qalyubiyya), où après un accident – sur une route dangereuse – qui a coûté la vie à une jeune étudiante, les habitants ont saccagé les voitures de police, brûlé les camions des pompiers et coupé la route Le Caire-Alexandrie durant plusieurs heures et où le calme n'est revenu qu'après que le gouvernement s'est engagé à construire un pont pour les piétons ; à Awlâd Sif enfin, une semaine après les événements de Mît Namâ, où deux fillettes ont été écrasées sur l'autoroute Bilbis-Zagazig par un autobus, et où les citoyens sont sortis brûler 3 autobus et attaquer les forces d'intervention à coup de pierres (*al-Usbû*, 15/05/2000). Le préfet de Qalyubiyya, Adlî Husayn, nous semble avoir lucidement résumé l'état d'esprit des Égyptiens à la fin du XX^e siècle en déclarant, dans l'émission télévisée « Rédacteur en chef » animée par Hamdî Qandîl et reproduite dans *al-Wafd*, (01/06/2000) : « L'état psychologique, économique et social du citoyen égyptien est derrière l'explosion de Mît Namâ. Le citoyen souffre dans les transports publics, souffre dans son travail, souffre de la baisse des salaires et de la hausse des prix, de la crise du logement et de la hausse des factures d'eau, d'électricité et de téléphone et souffre enfin de la carence des services. Tout cela a provoqué une sorte d'oppression et de gêne extrême et dès que l'accident qui a entraîné la mort de l'étudiante s'est produit, la colère a explosé et s'est transformée en émeute où toutes sortes de violences ont été commises. » Saluant ces déclarations « audacieuses » du préfet, le journal *al-Wafd* commente : « En effet, tout le monde est mécontent et ressent un état d'oppression et d'humiliation ; le marasme économique et la crise des liquidités sont venus aggraver cet état de "ras le bol" et de colère... »
- 22 Les événements d'al-Azhar ont aussi une autre dimension : « Que reste-t-il aux gens en ce bas-monde ? La situation économique est mauvaise, la situation sociale est en pleine dégradation... Bref, les gens désespèrent de voir toute réforme aboutir et ne recherchent plus rien, la religion reste le seul moyen de se sauver de ce bas monde où il n'y a plus d'espoir (...). Les étudiants se sont soulevés, sans avoir lu le roman et sans s'assurer des

affirmations du journal *al-Sha'b* ; la révolte a eu lieu à cause de la colère qui remplit les cœurs contre notre gouvernement et contre la corruption qui a partout pénétré jusqu'à la moelle » (*al-Wafd, ibid.*). *Al-Musawwar* (19/05/2000) écrit de son côté : « Ce qui provoque la colère des gens dépasse désormais leur capacité d'endurance ! depuis les problèmes de circulation jusqu'à la pénurie d'insuline en passant par le recours généralisé aux cours particuliers [pour suppléer aux carences du système éducatif]. Aussi est-il facile de les exciter, de jouer avec leur colère et de l'exploiter à des fins politiques... »

- 23 « L'insurrection étudiante » a été saluée par plusieurs journalistes indépendants (Ibrâhîm ʿÎsâ, les frères Mahmûd et Mustafâ Bakrî) et officiels comme un acte de salubrité. L'idée que la religion est le dernier rempart et l'ultime recours des âmes malheureuses face à l'insolence de la richesse qui s'étale, l'arrogance de ceux qui détiennent un brin d'autorité ou de fortune, la licence qui s'affiche dans la rue et jusque sur les écrans de la télévision de l'État, et face au ton irrespectueux vis-à-vis des choses sacrées qui se répand dans les écrits publiés par les différents organismes du ministère de la Culture, est reprise par les uns ou par les autres selon les couleurs de l'échiquier politique et idéologique de l'Égypte de l'an 2000. Ces idées trouvent leur expression extrême dans la lettre ouverte envoyée par 60 ulémas d'al-Azhar au président Moubarak et publiée par le journal *al-Sha'b*. Parmi les signataires, on reconnaît les principales figures du Front des ulémas d'al-Azhar qui semblent être les initiateurs de la pétition [annexe n° 6].
- 24 Remarquons que les Frères musulmans, alliés officiels du Parti du Travail, se sont contentés de diffuser le 30 mai une « Lettre au peuple d'Égypte et un avis au Procureur général » où ils dénoncent la publication du roman de Haydar Haydar et demandent des sanctions contre ceux qui en sont responsables. Mais ils se sont bien gardés de jeter toutes leurs forces dans la bataille lancée par leurs alliés ; ils ne se manifesteront plus jusqu'à la fin de la crise.

Tendances et déboires de la contre-offensive des « intellectuels indépendants »

- 25 La contre-offensive des intellectuels laïques s'organise autour de trois hebdomadaires « officiels » mais jouissant d'une large autonomie : *Rose al-Youssef*, *Akhbâr al-adab*, dirigé par l'écrivain Gamâl al-Ghîtânî et *al-Qâhira*, récemment créé par le ministère de la Culture et confié à Salâh ʿÎsâ, une des figures emblématiques du marxisme égyptien et vétéran des prisons de Nasser et de Sadate. Ils sont secondés par *al-Ahâlî*, organe du Rassemblement unioniste progressiste (Tagammuʿ, nassérien-marxiste) et *al-ʿArabî* (organe du Parti démocratique nassérien). *Rose al-Youssef* ouvre le feu dans son numéro du 06/05/2000 avec un article de Wâʿil al-Abrâshî intitulé : « La plus féroce des campagnes de terrorisme intellectuel jamais connue en Égypte. Le sang du ministre de la Culture, d'un écrivain syrien et de quatre intellectuels égyptiens est rendu illicite. » Pour lui, on ne lit pas un roman avec les « méthodes du nazi Goebbels » ni à la manière des « représentants de Dieu sur terre » ; la campagne d'*al-Sha'b* n'est qu'un aspect de l'activisme islamiste qui est loin d'avoir déposé les armes et qui n'a pas renoncé au projet de soumettre l'Égypte à son hégémonie.
- 26 Gamâl al-Ghîtânî met son journal – lequel a pourtant mené d'âpres campagnes contre le ministre de la Culture Fârûq Husnî – au service de la défense du roman de Haydar Haydar et ouvre ses colonnes à tous ceux qui veulent en découdre avec M. ʿAbbâs et ses associés. L'espace de quelques semaines, *Akhbâr al-adab* est devenu le porte-parole de l'intelligentsia laïque en guerre contre « l'obscurantisme », « le terrorisme », « le fascisme » et autres « ennemis de la liberté ».

- 27 Salâh ʿÎsâ, après avoir tenté sans succès de faire appel aux « sages » du mouvement islamiste pour arrêter cette vaine campagne du journal *al-Sha'b*, se voit contraint de participer au combat. Il attaquera tour à tour l'opportunisme des dirigeants du Parti du Travail qui ne reculent pas devant l'usage basement politique de la religion ; leurs conceptions « rétrogrades », totalitaires de ce qu'ils appellent la démocratie et leur « pari stupide » sur les contradictions au sein de la majorité au pouvoir. Tout cela lui fait préférer « l'enfer du gouvernement au paradis d'Ayatollah ʿÂdil Husayn ». Son journal se joint dès le 9 mai à la campagne antiislamique et publie des dizaines d'articles relatifs à l'affaire de la *Walîma*... Il ira jusqu'à solliciter des « islamistes modérés » (tel le Tunisien Râshid al-Ghannûshî) pour leur faire désapprouver la campagne par trop démagogique déclenchée par l'écrivain M. ʿAbbâs.
- 28 Les arguments des intellectuels laïques, qui se répètent à satiété dans les centaines de pages consacrées à l'affaire, sont de plusieurs ordres. Politique d'abord : la campagne d'*al-Sha'b* n'a rien à voir avec la religion ou la littérature mais vise à « redorer le blason » d'un Parti du Travail toujours incapable de réaliser le rêve d'un vaste rassemblement islamiste qui réconcilierait dans l'action les différents groupes, courants et personnalités se réclamant de « la solution islamique », et ce quelques mois avant les législatives de novembre 2000. Le vrai modèle de lutte, ce ne sont pas les escarmouches dérisoires d'*al-Sha'b* contre tel ou tel ministre, tel écrivain ou tel poète, qui l'incarnent, mais bien le Hezbollah libanais dans sa résistance à l'occupation israélienne. Disant cela, les intellectuels laïques feignent d'ignorer que ce même parti a été le fer de lance de la *fatwa* de Khomeiny contre Salman Rushdi, qu'il a assassiné nombre d'intellectuels chiïtes libanais, parce que marxistes. Mais quelle que soit la cause invoquée, personne n'a le droit de « jouer avec la religion ». Cette campagne vise à répandre la terreur intellectuelle et religieuse, à museler la création et à excommunier les écrivains et les artistes. Elle constitue d'ailleurs un véritable appel au meurtre, à la liquidation physique de ceux qui, parmi eux, sont responsables de la publication du roman.
- 29 Le second argument est idéologique : les islamistes sont ennemis de la liberté et ne peuvent la souffrir que pour servir leur propre cause. Les idées qu'ils propagent appellent au fanatisme religieux et nationaliste et ne portent aucune trace d'attachement à la démocratie et ses règles du jeu. Le troisième est d'ordre religieux : l'islam ne connaît pas et ne reconnaît pas de caste cléricale ou d'institution chargée de dire le dogme ; personne n'a le droit d'exclure de la communauté un individu qui se dit musulman, et même les mécréants doivent être renvoyés au jugement de Dieu ; aussi les islamistes n'ont-ils aucun droit de mettre en cause la croyance des autres musulmans qui ont leur propre lecture des textes sacrés et du message de Muhammad.
- 30 Les arguments qui relèvent du registre littéraire sont les plus nombreux et varient les uns des autres : tout d'abord un texte littéraire, quel qu'il soit, ne doit être interprété qu'à l'intérieur du « champ littéraire » qui a ses normes et ses spécialistes. Il y a une séparation quasi absolue entre la religion et la littérature ; mélanger les deux c'est nuire à l'une et à l'autre et plus à la première qu'à la seconde ; une lecture « religieuse » d'une œuvre romanesque est absurde ou mal intentionnée ou les deux à la fois, ce qui est le cas de celle de M. ʿAbbâs et des journalistes d'*al-Sha'b*. Détacher des phrases ou des expressions de leur contexte, c'est mutiler le texte et nier son unité. D'ailleurs la liberté d'expression du créateur doit être absolue et ne peut obéir à d'autres critères que ceux reconnus par l'art en général et chacune de ses branches en particulier.

- 31 Viennent ensuite les arguments *ad hominem* relatifs à l'auteur Muhammad ʿAbbās, écrivain en quête de célébrité qui, après avoir publié plus d'une douzaine d'ouvrages, n'a été reconnu ni comme romancier ni comme essayiste. Resté à la marge du milieu littéraire, il a cultivé le genre du pamphlet et trouvé en *al-Sha'b* la tribune idoine et en Madbûlî l'éditeur commercial adéquat. Si l'on voulait, par ailleurs, ajouter ses adversaires, appliquer à cet écrivain raté les procédés qu'il a utilisés contre Haydar Haydar, il devrait lui-même être accusé de blasphème et d'obscénité pour son roman intitulé *Qasr al-ʿaynî* (Madbûlî, 1992) ; et ils illustrent leur propos avec des phrases et des expressions tirées de ce livre où la religion, la morale et le bien-dire sont effectivement malmenés. Et de retourner ces mêmes arguments en faveur de Haydar Haydar, lequel n'a voulu que décrire la réalité arabe dans toute son horreur, avec les mots de ses différents acteurs. Mieux encore, l'auteur de la *Walîma...* serait un vrai croyant – il le déclare lui-même dans un entretien publié dans *Akhbâr al-adab* (07/05/2000) – qui dénonce l'usage politique ou « commercial » de la religion.
- 32 Mais quel que soit le type d'arguments avancés par le camp laïque, les postulats implicites sur lesquels il s'appuie sont les mêmes, comme nous serons amenés à le voir plus loin.
- 33 Les islamistes et leurs alliés, quant à eux, contestent ces arguments et développent les leurs en affirmant que la bataille de la *Walîma...* n'a rien de circonstanciel, mais fait partie d'un combat, depuis longtemps commencé, pour la défense de l'islam. À preuve, les articles de Magdî Husayn contre les ouvrages traduits publiés par le ministère de la Culture et les campagnes permanentes d'*al-Sha'b* contre les écrits hostiles à la religion. Par ailleurs, la liberté de la création ne peut en aucun cas se transformer en blasphème, en outrage aux mœurs et aux principes sacrés (*muqaddasât*), car les constantes de la communauté des croyants (*thawâbit al-umma*) sont au-dessus de tout et constituent une frontière au-delà de laquelle il n'y a plus ni liberté ni création ni discussion. Les valeurs sacrées, la morale publique et le bon goût sont au-dessus des fantasmes d'un écrivain, fût-il un créateur génial ; il n'y a pas d'art qui puisse les remettre en question. La cause de la religion qui est celle de la *umma* est l'alpha et l'omega de tout jugement, de tout discours ; rien ne saurait échapper à son tribunal. C'est la sphère qui comprend et juge toutes les autres. En outre, continuent les islamistes, ce que nous avons dénoncé, ce n'est pas un roman plein de blasphème et d'obscénité, mais essentiellement sa publication par une institution publique, le ministère de la Culture, dont la tâche est de répandre le savoir et « les Lumières » parmi les citoyens. Comme ce n'est pas la première fois que ce ministère publie des textes hostiles à la religion et aux valeurs sacrées, force est de croire qu'il y a un plan prémédité, un complot contre les fondements spirituels et moraux de la communauté dont une partie de l'État est complice.
- Voix discordantes et islamistes modérés
- 34 Dans ces bacchanales de la lutte entre « la foi » et « les lumières de la raison », quelques personnes ont joué les sobres. D'abord le journaliste Ibrâhîm ʿÎsâ qui a publié un article dans *Akhbâr al-adab* (14/05/2000), intitulé : « Si vous permettez – je ne suis pas d'accord avec vous. Ce qu'a écrit Haydar Haydar n'a rien à voir avec la liberté de création », où il commence par saluer les manifestations des étudiants d'al-Azhar comme un événement positif. À son sens, ces manifestations montrent qu'il y a encore des jeunes qui s'occupent de la chose publique, et qui peuvent se fâcher pour leurs convictions : « Aujourd'hui ils sont sortis pour défendre leur orgueil religieux, demain ils le feront pour leur orgueil national ou politique » ; elles montrent aussi que les romans peuvent encore toucher la société et provoquer des débats et des manifestations... Que les manifestants n'aient pas

lu le roman, tant mieux !... Beaucoup d'intellectuels ont défendu l'auteur du « funeste roman » au nom de la liberté d'expression et de création ; « J'ai le regret de choquer mes amis en disant que le contenu de ce roman n'a strictement rien à voir avec la liberté d'expression... » Le journal *al-Sha'b* [annexe n° 10], qui a l'habitude de lancer des campagnes de provocation, n'a fait qu'exiger des sanctions contre des fonctionnaires et demander au peuple de manifester sa colère : « Nous n'y voyons là aucune faute. En fait, les intellectuels doivent s'excuser au nom de Haydar Haydar pour les mots utilisés pour parler du Coran au lieu de montrer de l'arrogance au nom de la liberté de création, laquelle est en fait de la merde ». Ibrâhîm ʾÎsâ prend le contre-pieds de ses collègues : « J'ai lu le roman et tout ce qu'on a écrit à son propos et je déclare, avec tout le respect que je dois aux grands critiques, et résume mon opinion en une seule phrase : ce roman est de la merde fraîche. » Pour finir, il avoue les motifs amers de ses reproches : « Personne d'entre vous n'a tendu la main ou usé de son encre, écrit-il, pour venir au secours d'un écrivain baillonné et poursuivi, qui s'est vu interdire sept de ses journaux et dont les services de la Sûreté de l'État ont saisi un roman que nul ne s'est dépêché de rééditer pour défier l'État. »

- 35 La protestation du poète Fârûq Guwayda vise d'abord à défendre « la culture sérieuse » (*al-Ahrâm* du 07/05/2000) contre ce qu'il appelle « les écrits pervers de personnes malades souffrant de maladies psychiques et sexuelles » répandus en Égypte, alors que le budget des « Palais de la Culture » a été conçu pour combattre « les chauves-souris des ténèbres dans les campagnes égyptiennes » (entendez les islamistes) ; c'est une faute grave de le dépenser autrement. Ceux qui propagent « la littérature, le théâtre, la peinture, le cinéma du corps » menacent la sécurité et la stabilité de l'Égypte... Dans la lutte contre le terrorisme nous sommes tous dans un même camp, peuple et gouvernement. Dans une lutte suspecte contre l'islam, tout le monde est perdant.
- 36 La critique et la dénonciation des écrits « licencieux » sont ainsi partagées par plusieurs écrivains et intellectuels qui n'appartiennent pas au courant islamique. Ils rejettent l'obscénité et l'excluent du champ artistique ; ils s'opposent à toute atteinte aux choses sacrées et estiment que les « constantes de la nation » doivent rester à l'abri de toute attaque. Nombre d'entre eux rejettent la responsabilité sur « les éléments communistes » qui ont réussi à s'infiltrer dans les différents organismes culturels afin de continuer leurs projets subversifs. Mais tous refusent la publication de textes qui outragent les principes religieux ou les valeurs morales par le ministère de la Culture, avec les deniers du contribuable.
- 37 C'est aussi l'argument des islamistes modérés qui se sont abstenus d'emboîter le pas à Muhammad ʿAbbâs et ont renvoyé dos à dos les démagogues du journal *al-Sha'b* et les défenseurs de l'irrégion et de l'obscénité. Ainsi Fahmî Huwaydî, qui jadis lança la campagne contre le roman *al-Saqqâr*⁴¹, pourtant bien moins virulent que la *Walîma*... a préféré garder un silence circonspect. Sollicité par les chaînes satellitaires privées de télévision (la sensationnaliste al-Jazîra, Iqra' la traditionnaliste, etc.) – lesquelles ont largement contribué à « arabiser » la polémique –, Fahmî Huwaydî reproche à Haydar Haydar d'avoir touché aux valeurs sacrées de la *umma* et aux commandements de sa religion. Mais il reproche aussi à ses adversaires d'avoir corrigé cette faute par une autre plus grave à savoir rendre le livre célèbre et créer des tensions au sein de la société. Il se prononce plus longuement dans son article : « Nos lignes rouges et nos guerres civiles » (*al-Sha'b* du 19/05/2000) où il exprime son mécontentement et sa consternation devant ce qui se passe sur la scène culturelle égyptienne ; devant le franchissement des lignes

rouges qui protègent la cohésion et l'équilibre de la société ; devant la polémique, les tirs croisés et bombardements qui ne sont pas loin de conduire tout le monde dans un nouveau cercle de guerres civiles. Il se lave les mains de la campagne de provocation qui est à l'origine de l'affaire et qui a donné au roman dénoncé des dimensions et une publicité jamais rêvées par son auteur. Mais ce que F. Huwaydî voudrait retenir de tout cela c'est que :

- 1°) le roman contient des propos blasphématoires touchant Dieu, le Prophète et le Coran, lignes rouges qui transcendent toute discussion ou *ijtihad* ; et il est apparu que ces dépassements n'étaient pas isolés, mais avaient leurs pendants dans d'autres écrits ;
- 2°) tous ces écrits ne sont pas publiés par des éditeurs en quête de gains, ni à compte d'auteur, mais imprimés et diffusés par des organes de l'État, ce qui soulève le mécontentement des citoyens et déforme l'image de l'État égyptien...

- 38 Comment démêler les fils de la protection de l'ordre et de la moralité publique de ceux de la censure de la liberté d'expression ? Telle est la question délicate à laquelle l'État doit faire face. Pour F. Huwaydî, la liberté d'expression n'est pas individuelle mais sociale, et doit donc obéir aux valeurs fondamentales de la société.
- 39 Après un long développement sur les libertés et leurs limites, F. Huwaydî relève le changement politique survenu vis-à-vis du phénomène islamiste. Si auparavant l'extrémisme a pu constituer un prétexte à la politique du « tarissement des sources », soit à la volonté d'émousser la culture islamique, de la débarrasser de certains de ses aspects comme le jihad, le gouvernement selon la loi divine ou l'empêchement du mal, aujourd'hui on va plus loin puisqu'on autorise le sacrilège et qu'on permet de s'attaquer aux principes sacrés et à Dieu lui-même. La mobilisation laïque a montré le fossé qui sépare les intellectuels de l'opinion publique. Alors, se demande l'auteur, qui représentent-ils et au nom de quelle société parlent-ils ? Pour lui, toutes les « crises » qui ont dominé la vie égyptienne ces derniers temps sont artificielles et ont peu de rapport avec les problèmes réels. Par contre, elles mènent toutes à des conflits civils. Un pays qui dispose d'élites qui s'entretenant de cette manière n'a pas besoin de complots ni d'ennemis extérieurs pour user ses forces vives. Ses fils font le nécessaire et même plus.
- 40 Quant au juriste islamiste Salîm al-Awwa, après avoir réclamé un avis officiel du cheikh d'al-Azhar sur le roman de Haydar Haydar, il se félicite de la déclaration faite par son Académie des recherches islamiques. « Al-Azhar s'est acquitté de sa mission, écrit-il, en proclamant son opinion sur la publication en Égypte d'un ouvrage scandaleux avec l'argent de son peuple et sous l'égide de son ministère de la Culture. » (*al-Usbûʿ*, 22 /05/2000)
- 41 Dans un article intitulé « Herbes et algues dans notre vie culturelle » (*Weghat Nazar*, juin 2000), al-Awwa fait le bilan du scandale de la *Walîma*... et explicite sa position. Le roman contient bel et bien des dizaines de passages qu'on peut décrire comme blasphématoires, obscènes, contraires aux bonnes mœurs et qui ne peuvent que susciter le dégoût et l'indignation. Invoquer la liberté de création « sans frontière ni entraves » c'est ignorer que la littérature est un produit de la société et ne peut donc échapper à ses contraintes. Le langage ordurier doit être renvoyé devant la loi ; de même, toute œuvre est exposée à la critique de ses lecteurs et la « commission scientifique » [nommée par le ministère de la Culture, voir *infra* et note 13] a eu tort de défendre l'indéfendable. Ceux qui pensent que l'art ne doit pas être jugé par la religion « oublient que cette nation est religieuse, que les coptes comme les musulmans refusent de séparer leur vie de leur religion ». Puis l'auteur se demande s'il n'y a pas là quelqu'un qui cherche à modifier le goût général

égyptien – amateur de l'art beau et noble – pour en faire un goût qui admet l'obscénité et la vulgarité et n'accorde aucune valeur aux croyances et aux religions. Certes, toute censure est détestable, mais l'auteur n'est pas d'accord avec ceux qui veulent éloigner al-Azhar des débats culturels qui agitent le pays, car cette institution reste la référence, l'autorité compétente en matière de religion pour l'État.

- 42 Al-^cAwwa s'en prend ensuite à « l'article de la colère » [celui de M. ^cAbbâs] qui a fait de l'auteur d'un mauvais roman que personne n'a lu un héros qui occupe la première place dans les journaux, la radio et la télévision. Nous sommes, dit-il, pour la création et la liberté d'expression permises par l'ordre public, religieux et moral. Si l'auteur dépasse les limites, il en assume la responsabilité devant le public qui le rejette ou le néglige ; cela vaut mieux, ajoute-t-il, que l'excommunication, les accusations de débauche et l'incitation à la colère collective. Son opposition à la publication du roman vient de ce qu'il a connu sa septième édition avec l'argent du peuple et à un prix dérisoire... Elle n'a fait qu'ajouter à notre vie culturelle, conclut-il, une quantité effrayante d'herbes et d'algues dont personne ne sait ni quand ni comment on se débarrassera.
- 43 Gamâl al-Banna, chantre de « la liberté de croyance en islam » (Le Caire, 1977), s'oppose à toute censure et affirme que la liberté d'expression et de croyance est absolue en islam¹². S'il y a infraction à la loi, seule la justice est compétente et non pas la vindicte populaire ou l'incitation à la violence. La contestation de ces fameuses « constantes de la *umma* » est une chose souhaitable, car elle les sauve de la sclérose et de la fétichisation (*al-Qâhira* du 16/05/2000).
- 44 Nasr Hâmid Abû Zayd dénonce, lui aussi, à partir de son exil néerlandais, le recours à l'autorité politique ou à l'excitation des foules pour résoudre les problèmes, qu'ils soient politiques, religieux ou culturels, alors qu'il existe une justice à laquelle tout le monde peut recourir pour dénoncer une œuvre sacrilège. Pour lui, ceux qui font appel à l'État pour défendre la religion et le Coran sont ceux-là mêmes qui ne cessent d'accuser l'autorité politique de combattre les religions et les croyances... Par ailleurs, il ne faut pas en vouloir aux étudiants d'al-Azhar, mais à l'enseignement qu'ils reçoivent et qui entérine la démagogie collective.
- La gestion de la crise par l'État
- 45 La réaction du ministère de la Culture et des différents organismes qui en dépendent a été marquée par une série de contradictions et d'hésitations que les observateurs et surtout les adversaires n'ont pas manqué de relever ou de dénoncer. Au lendemain de la publication de l'article d'al-Sha'b, le cabinet du ministre Fârûq Husnî diffuse un communiqué où il est dit que le roman de Haydar Haydar a été retiré du marché et qu'une « commission scientifique »¹³ a été nommée pour « enquêter sur les circonstances et la véracité de ce qui a été publié à propos du roman *Walîma*... de l'écrivain syrien Haydar Haydar... »
- 46 Deux jours plus tard, le ministre dément le retrait du livre et accuse ceux qui ont fomenté la crise de démagogie et de vouloir mettre la religion au service de leurs basses manœuvres politiciennes. Dans une interview au journal *al-Gumhûriyya* (11/05/2000), il déclare : « Ce que je veux préciser, c'est que ce livre a été publié en novembre dernier, qu'il a été vendu à 1 200 exemplaires et que les invendus sont revenus aux dépôts du ministère. Je défie quiconque de démontrer qu'il a été retiré du marché. »
- 47 Parallèlement, ^cAlî Abû Shâdî, critique de cinéma et président du Conseil d'administration de l'Organisme général des palais de la culture, mis en accusation par M. ^cAbbâs, publie

aussitôt un long texte d'explication et de justification affirmant que le roman est en vente en Égypte, dans ses éditions syro-libanaises, depuis sa publication en 1983 et n'a connu aucune censure ou interdiction et que son auteur n'a jamais été soupçonné d'irrégion. Des groupes fondamentalistes ont pris l'habitude de terroriser les intellectuels, les créateurs et les responsables afin d'imposer, à travers un vaste réseau d'intérêts et de complicités, leur hégémonie sur la vie culturelle du pays. Les articles que M. ʿAbbās publie dans *al-Shaʿb*, poursuit Abû Shâdî, s'attaquent à tous les responsables en Égypte, à commencer par le chef de l'État, et ne visent qu'à allumer partout des brasiers. L'article du 28/04/2000 s'appuie sur quelques phrases détachées de leur contexte pour inciter à la violence et à la répression. Il ne discute pas de la valeur esthétique du livre ni des positions intellectuelles de son auteur. Ce dernier n'a pas écrit un discours d'exhortation, mais un roman moderne qui décrit l'expérience et l'échec d'un groupe marxiste irakien en lutte contre le pouvoir du parti Baʿth ; il fait parler les personnages selon la nature de leur appartenance et de leur formation. Avec la franchise nécessaire propre à la création littéraire. Les opinions avancées par les personnages ne reflètent pas nécessairement celles de l'auteur ou de l'éditeur. Peut-on imaginer des marxistes prêcher la crainte de Dieu ou parler le langage de la piété ? Abû Shâdî va plus loin encore dans sa défense en prêtant à Haydar Haydar des intentions apologétiques... Les citations arrachées à leur contexte n'expriment pas le blasphème ou l'athéisme, mais dépeignent une société d'hommes marginalisés, une réalité misérable qui touche à l'abîme pour mieux la dénoncer. La malhonnêteté et la démagogie de M. ʿAbbās, conclut le responsable des Palais de la culture, éclateront au grand jour dès qu'une lecture honnête et précise sera faite du roman, c'est-à-dire par les spécialistes de la critique littéraire.

- 48 Ces mêmes arguments et d'autres encore seront repris une semaine plus tard par « la commission scientifique » désignée par le ministre de la Culture pour donner un avis autorisé sur le roman et l'opportunité de sa publication. Le rapport qui reflète et résume tout ce qui a été publié pour la défense du roman de Haydar Haydar, signale que l'œuvre en question constitue une vision complexe de la réalité politique arabe mouvante ; un monde imaginaire où les personnages agissent et parlent selon leurs représentations de l'univers et les rôles qui leur sont assignés. Toute lecture partielle ne peut être qu'erronée ou de mauvaise foi. Les dialogues, mots ou expressions d'apparence irrévérencieuse sont indissociables de leur contexte général – seul à même de livrer leur sens profond – et ne doivent pas être mis au compte de l'idéologie propre de l'auteur. Aussi, la commission considère-t-elle que la réédition du roman en Égypte ne constitue nullement une atteinte à la religion, qu'il n'est pas permis de le juger d'un point de vue autre que littéraire et que ce qu'on a dit à son propos contient un nombre de contre-vérités qui occultent intentionnellement sa haute valeur artistique [annexe n° 5]. Il est à remarquer que ne participèrent pas aux travaux de cette commission, Ahmad Haykal, ancien ministre de la Culture, connu pour ses idées conservatrices et Ahmad ʿUmar Hâshim, recteur de l'université d'al-Azhar, invité par Fârûq Husnî en personne à se joindre aux spécialistes de la critique littéraire.
- 49 En fait, malgré ses titres divers, Ahmad ʿUmar Hâshim a toujours agi en tant qu'homme d'al-Azhar ; son appartenance au Parti national démocratique (PND) ne l'a nullement empêché de prendre des positions qui vont à l'encontre de la politique d'un gouvernement qui avait mis, dans cette affaire, toute sa confiance en Fârûq Husnî. Effrayé par le soulèvement des étudiants qui relèvent de son autorité, il a ainsi d'abord pensé à sa propre position. De son discours d'apaisement destiné aux manifestants, il fait un

communiqué (cf. *supra*) qu'il s'empresse de leur distribuer le lundi 8 mai. Puis il se précipite le lendemain à l'Assemblée du Peuple pour réunir la Commission des affaires religieuses et sociales et des Waqf, dont il est le président, et lui faire adopter une motion incendiaire où il reprend sans nuance aucune la thèse du blasphème et condamne le livre « qui ne mérite que d'être brûlé ». Dans le même mouvement, la commission exige de la Censure qu'elle soumette en premier lieu tout ouvrage parlant de religion à al-Azhar afin de s'assurer de la justesse de son contenu [annexe n° 4], en même temps qu'elle exige des sanctions contre l'auteur [qui n'est pas égyptien !], l'éditeur et tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à la diffusion du roman.

- 50 Il est à remarquer que cette déclaration tonitruante qui a rencontré une grande satisfaction dans les milieux islamistes a soulevé une vague d'indignation et de protestation chez leurs adversaires, mais aussi la désapprobation de hauts responsables, tels que Fathî Surûr, président de l'Assemblée du Peuple – qui a déferé l'affaire du roman devant la Commission des affaires culturelles –, et Kamâl al-Shâdhilî, ministre chargé des Affaires parlementaires, patron du PND qui, en pleine séance de l'Assemblée du Peuple, a vertement réprimandé Ahmad ʿUmar Hâshim et lui a demandé d'aller plutôt s'occuper de ses étudiants ! De même est-il significatif de relever que la réunion de la Commission des affaires religieuses et sociales et des Waqf a coïncidé, à quelques heures près, avec celle de la « commission scientifique » mise en place par le ministre de la Culture pour la rédaction d'un rapport final sur le roman de Haydar Haydar. Les termes de ce dernier allaient être aux antipodes de ce qu'on a désigné comme « la déclaration de l'autodafé » (celle d'al-Azhar), désormais attendue avec solennité et pour laquelle Ahmad ʿUmar Hâshim avait largement ouvert la voie.
- 51 Le cheikh d'al-Azhar, Muhammad Sayyid Tantâwî, a, quant à lui, gardé pendant près de trois semaines un silence qu'on ne sait hautain ou circonspect. Sommé de se prononcer par M. ʿAbbâs et le journal *al-Sha'b*, adjuré par certaines personnalités, décrié voire insulté par les manifestants d'al-Azhar, critiqué par la majorité des journaux pour avoir si longtemps choisi de se taire, il a préféré tout laisser en suspens pour aller en Arabie Saoudite recevoir le prix du roi Fayçal, accordé cette année à toute l'institution d'al-Azhar, alors qu'il était réservé jusqu'à à des personnalités religieuses.
- 52 Al-Azhar, et plus particulièrement son Académie des recherches islamiques, organisme chargé de donner un avis consultatif sur les productions intellectuelles et artistiques, reçoit le 6 mai des services de la Sûreté de l'État un exemplaire du roman, afin de se prononcer sur les affirmations contraires à la sharia et qui tombent sous le coup de la loi. De même, al-Azhar reçoit-il un message du président de l'Assemblée du Peuple, daté du 13 mai, demandant un avis religieux autorisé sur le roman. L'affaire est discutée devant la Commission des recherches jurisprudentielles (*lagnat al-buhûth al-fiqhiyya*) qui charge deux de ses membres (ʿAbd-al-Rahmân al-ʿAdawî et Raʿfat ʿUthmân, doyen de la faculté de sharia et de droit à l'université d'al-Azhar) de rédiger chacun un rapport sur l'œuvre de Haydar Haydar : leurs textes sont présentés au cours d'une réunion le mercredi 17 mai, et une déclaration signée par le cheikh d'al-Azhar résumant le verdict tant attendu de la sainte institution sur le roman paraît le lendemain dans les journaux [annexe n° 7].
- 53 La déclaration d'al-Azhar commence par affirmer l'obligation pour le ministère de la Culture de soumettre toute œuvre (de création) intellectuelle ou artistique qui a quelque rapport avec la religion à l'approbation d'al-Azhar ou de l'Académie des recherches islamiques. Puis, après avoir repris les principaux arguments hostiles au roman (blasphème, licence, obscénités), la déclaration dénonce d'une façon pour le moins

étonnante, le fait qu'» il incite ouvertement au mépris de tous les gouvernants arabes, qu'il les taxe des pires qualificatifs, appelle à leur désobéir et à se révolter contre eux, quitte à faire couler le sang ». La déclaration, enfin, rejette toute la responsabilité sur ceux qui ont réédité l'œuvre sans demander l'avis des « autorités compétentes », c'est-à-dire de l'Académie des recherches islamiques.

- 54 Elle soulève aussitôt une vague de protestations dans le camp des intellectuels laïques qui y voient une menace directe contre la liberté d'expression (voir *infra*) mais est saluée avec satisfaction par *al-Sha'b* dans son ultime numéro du 19/05/2000⁵⁴ et par les islamistes modérés (cf. article de Salīm al-ʿAwwa dans *al-Usbūʿ* du 22/05/2000).
- 55 Dans la division étatique du travail, le gouvernement s'est montré d'une rare discrétion. On a reproché au Premier ministre Atef Ebeid de ne pas intervenir, de laisser faire Fârūq Husnî et de renvoyer l'affaire devant al-Azhar comme s'il s'agissait d'une affaire religieuse. Celui-ci a répondu que le gouvernement a agi en connaissance de cause et que toutes les mesures prises visent d'abord à sauvegarder la sécurité et la stabilité du pays. La « cellule de crise »⁵⁵ qui dépend du Conseil des ministres n'a cessé de se réunir et semble avoir mis au point une stratégie précise dont le résultat ne s'est révélé que le 20 mai. En tous cas, ce sont les manifestations d'al-Azhar qui ont transformé une polémique politico-religio-littéraire en une affaire d'État, dépendant directement du ministre de l'Intérieur et des services de la Sûreté.
- 56 Signalons que le président Moubarak, interpellé directement par M. ʿAbbās et le journal *al-Sha'b*, puis par le collectif d'ulémas d'al-Azhar [annexe n° 6], et sollicité par des journalistes proches de la Présidence comme M. Bakrî pour arbitrer le conflit et donner son avis décisif, a « sagement » gardé le silence, laissant les institutions et les services faire leur travail. Il s'agissait en priorité de circonscrire la protestation étudiante et d'arrêter tout débordement, ce qui fut fait d'abord par l'intervention musclée des forces de l'ordre, ensuite par la libération inconditionnelle de tous les étudiants arrêtés lors des violences du 8 mai. Il fallait ensuite attendre le verdict d'al-Azhar, pour entamer éventuellement les poursuites judiciaires prévues par la loi.
- 57 Parallèlement, une machine de guerre était mise en place contre le Parti du Travail et son organe. Après avoir gardé un silence mitigé, suspect même aux yeux du secrétaire du Parti du Travail ʿĀdil Husayn, mais qu'on peut interpréter comme le reflet de l'état d'expectative des hautes autorités, la grande presse dite « nationale »⁵⁶ s'engage dans la bataille. D'abord pour mettre les choses au point et renvoyer les deux camps dos à dos ; ensuite, et surtout, pour annoncer ce que sera désormais la stratégie de l'État pour mettre un terme à la crise.
- 58 Ibrâhîm Nâfi⁵⁷, directeur d'*al-Ahrâm* et président du syndicat des journalistes, donne le signal dans son éditorial du 12/05/2000, intitulé : « Que veulent-ils faire de ce pays ? », où, sur un ton modéré, il s'en prend au Parti du Travail qui s'érige en représentant de la religion et juge de la vie politique. Par ses excès, ce dernier met dans l'embarras intellectuels et journalistes qui, quoique partisans de la liberté d'expression, ne peuvent défendre les propos démagogiques et les campagnes irresponsables lancés au nom de la religion par son journal. Nous savons, continue Ibrâhîm Nâfi⁵⁸, que l'arme de la religion peut mener à des tentatives criminelles qui ont failli coûter la vie au prix Nobel Naguib Mahfouz. L'éditorial se termine par une exhortation adressée aux partisans de la raison et de la sagesse au sein du Parti : « Pourquoi gardent-ils le silence quand dans leur camp certains veulent la guerre ? »

59 Le lendemain, samedi 13 mai, c'est au tour d'Ibrâhîm Sa'da, patron du groupe Akhbâr al-yawm, de faire monter le ton et de révéler les intentions secrètes des hautes sphères de l'État. « Le Caire brûle et le gouvernement reste spectateur » est le titre de son éditorial, qui occupe toute la première page d'*Akhbâr al-yawm*. L'objet de son article, écrit-il, n'est pas le roman qu'il trouve « ennuyeux, rébarbatif et plein de vulgarité » et d'outrages à la religion dignes des « frères Marx ». Puisqu'il est dénué de toute valeur esthétique, il ne mérite pas d'être réédité par le ministère de la Culture. Sa publication constitue une faute de la part du ministre, car il a donné l'occasion à des « opportunistes mal intentionnés » de mettre en œuvre un plan politique de subversion. Il aurait fallu sévir immédiatement, « sacrifier » certains collaborateurs « qui ont failli mettre l'Égypte à feu », et ainsi couper court à la campagne du journal provocateur. Mais Fârûq Husnî a hésité, s'est contredit dans ses déclarations et ses décisions, a mis le gouvernement dans l'embarras et provoqué la colère de ceux qui s'en tiennent aux apparences (entendez les étudiants d'al-Azhar) et ignorent le fond des choses. De même, continue I. Sa'da, le recteur Ahmad ʿUmar Hashîm a eu tort dans sa façon de traiter cette « flambée de colère » qui a secoué son université. Certes, l'homme est préoccupé par ses multiples fonctions, ses voyages, ses congrès et ses interviews au point de ne pas voir ce qui se tramait sous ses yeux. Les manifestations n'ont étonné personne ; après les premières émotions manifestées par les étudiants et étudiantes, le recteur « aurait dû arrêter ses activités extérieures, médiatiques et décoratives », réunir les étudiants et les rassurer en coordination avec le ministre de la Culture, prendre les décisions susceptibles d'éteindre la flambée. En fait, un fossé séparait les deux hommes. En véritable donneur de leçons, l'éditorialiste continue ses critiques avant d'en arriver à son véritable objet. Atef Ebeid, écrit-il, a lui aussi eu tort en laissant l'affaire entre les mains du seul ministre de la Culture et en entérinant ses décisions contradictoires, alors qu'il aurait dû exercer son autorité et prendre les décisions qu'imposent la raison et les circonstances. Quant au cheikh d'al-Azhar, tout occupé par le prix Fayçal qu'il est allé recevoir en Arabie Saoudite, il ne s'est pas ému outre mesure au point d'interrompre ce qu'il avait à faire. Le président de l'Assemblée du Peuple a lui aussi eu tort, en laissant une de ses Commissions prononcer son verdict catégorique : « Le livre ne mérite que d'être brûlé ! » Aussi, ces contradictions entre les différents responsables ont-elles montré une image de l'État que personne ne peut admettre ou respecter. En laissant mettre le feu aux poudres on a permis aux manifestations d'éclater à al-Azhar et contraint le ministre de l'Intérieur de faire face au danger. Des victimes sont tombées, des dizaines d'arrestations ont été opérées et des familles entières ont été indignées. D'un désaccord autour d'un livre suspect, l'affaire s'est transformée en une confrontation entre les étudiants et la police. Mais tout cela est le résultat d'une campagne de provocation entreprise par le journal du Parti du Travail. L'erreur de ce gouvernement, comme de ceux qui l'ont précédé, est la tolérance et le laisser-aller face à un journal qui a excité l'opinion publique et réussi à donner aux manifestants d'al-Azhar des mots d'ordre assassins. Tout montre que ce journal ne cherche qu'à perturber la sécurité et la stabilité de l'Égypte et à détruire ses symboles nationaux. Puis, s'attaquant à la « clique » qui s'est emparée du Parti du Travail en exploitant la « bonté » et la candeur de son chef Ibrâhîm Shukrî, Sa'da dit qu'elle a foulé aux pieds la Constitution et les institutions de l'État, et pris le parti des ennemis de l'Égypte, insultant les ministres et les accusant de trahison et d'espionnage. Aussi, rien dans une démocratie ne permet-il d'autoriser plus avant l'existence d'un tel parti, et il n'y a pas de quoi honorer la presse en comptant dans ses rangs de tels saboteurs et insulteurs (...). Une majorité du Parti vient de se prononcer contre cette clique ; qu'a fait le gouvernement pour venir en aide à cette majorité ? Rien.

La justice s'est [à l'occasion de l'affaire Yûsuf Wâlî] déjà prononcée contre le journal *al-Sha'b* et le Parti du Travail qui a perdu sa légitimité en reniant ses principes fondateurs. Le verdict est sûrement parvenu à la Commission des partis, et il était attendu qu'elle prenne les décisions qui s'imposent. Mais ni elle ni le gouvernement n'ont bougé le petit doigt et le parti continue son entreprise de démolition.

- 60 Le lundi 15 mai, c'est au tour de Samîr Ragab d'achever la contre-offensive contre le Parti du Travail et son journal. Le PDG du groupe al-Tahrîr, dans le journal *al-Gumhûriyya* et *Mâyu* (organe du PND), n'y va pas par quatre chemins, et intitule ainsi son éditorial : « Il est demandé à la Commission des partis politiques qui se réunit demain de prendre la décision urgente de geler [les activités du] Parti du Travail et de suspendre son journal. La Commission n'a devant elle qu'un seul choix, la loi est son premier et dernier appui. » Pour Ragab, « si un parti vise d'une façon préméditée à détruire les liens qui unissent les membres d'une société..., à semer les embûches et les mines sur leur chemin ; s'il incite au désordre qui porte atteinte à la propriété de l'État et des particuliers ; s'il effraie les personnes âgées, les femmes et les enfants, il devient évident que son existence est contraire à la nature des choses (...). Le comportement déshonorant des responsables du Parti du Travail... est inadmissible tant pour la religion que pour la tradition ou le bon sens. Il est refusé par des fractions de ce même parti qui ont tenté à maintes reprises de stopper le despotisme et l'omnipotence d'une « seule famille dont la férocité et le danger ne cessent de croître ». Après avoir rappelé l'article 16 de la Loi sur les partis qui interdit tout changement d'orientation ou de direction sans en aviser le président de la Commission, Samîr Ragab présente les dissensions qui ont déchiré le Parti du Travail depuis sa reconversion à l'islamisme, pour arriver à la seule conclusion plausible : la Commission se doit de geler les activités de ce parti et de suspendre son journal. « Cette décision est attendue par tout le peuple d'Égypte qui désire tant la sécurité et la stabilité. »
- 61 En fait, la Commission ne prendra pas de décision lors de sa réunion du mardi 16 mai. D'une part, elle attend la déclaration d'al-Azhar et, d'autre part, elle laisse le temps aux adversaires du courant islamiste au sein du parti – qui, depuis longtemps, avaient commencé leur campagne pour rétablir les choix « socialistes » originels – de s'organiser et de confirmer leur hostilité à la direction officielle (le président Ibrâhîm Shukrî et le secrétaire général Âdil Husayn). Ainsi, le même jour, deux prétendants à la présidence convoquent leurs partisans dans deux meetings séparés. Hamdî Ahmad (acteur de cinéma, compagnon de première heure d'Ibrâhîm Shukrî et ancien disciple d'Ahmad Husayn, le fondateur du parti Misr al-Fatât), réunit les cadres régionaux du parti au siège de Hadâ'iq al-Qubba et se fait proclamer président du Parti socialiste du Travail (alors qu'à l'occasion d'un congrès réuni le 5 mai, il s'était contenté du titre de président du comité exécutif). Parallèlement, un certain Ahmad Idrîs accomplit la même démarche dans les locaux du Parti à Madinat Nasr et se déclare aussi président. Pour la Commission des partis, ç'en est assez. Réunie le 20 mai sous la présidence de Mustafâ Hilmî, elle prend enfin les décisions qui s'imposent, en conformité avec les textes qui régissent ses compétences : elle décide de geler les activités du Parti socialiste du Travail et de suspendre son journal *al-Sha'b* jusqu'à ce que les parties en conflit en son sein arrivent, soit à l'amiable soit par voie de justice, à s'entendre. Quant aux infractions commises par la direction Ibrâhîm Shukrî/Âdil Husayn, la Commission s'en remet au « procureur socialiste ».

62 Ainsi se termine le dernier acte de ce qu'on peut appeler, avec Muhammad Hasanayn Haykal, la farce de la *Walîma*.... Le Parti du Travail qui a joué et perdu, n'aura pas été sanctionné pour la campagne qu'il a déclenchée, mais pour les libertés que ses dirigeants convertis à l'islamisme ont prises à l'égard des textes et règlements régissant les partis et la presse, ainsi que pour ses finances occultes, sur lesquelles l'État a décidé de ne plus fermer les yeux. En risquant le tout pour le tout dans une bataille qu'ils croyaient gagnée d'avance parce que la cause de leurs adversaires est indéfendable, ses responsables ont montré combien ils étaient impolitiques et peu au fait de l'arsenal de ruses juridiques, administratives et politiques dont dispose l'État. Le fin joueur, disait Gracian, ne joue jamais la carte qu'attend son adversaire, encore moins celle qu'il désire.

Al-Azhar et ses critiques

63 La condamnation sans appel publiée par le cheikh d'al-Azhar contre le roman et ses éditeurs a suscité nombre de protestations, notamment celles très remarquées de Gâbir ʿUṣfûr (secrétaire général du Haut Conseil de la culture) publiée par *al-Hayât* (25/05/2000) et reprise par *Akhbâr al-adab* (27/05/2000) : « L'Azhar de ce temps : les prémisses, les pressions et la nature des arguments dans la lecture d'une œuvre littéraire », tel est le titre choisi pour commenter la sentence de l'Académie des recherches islamiques. Le jugement d'al-Azhar se caractérise par l'étroitesse de son horizon d'interprétation ; il suppose implicitement et explicitement l'équivalence entre les œuvres de l'esprit et les œuvres d'art et leurs auteurs doivent répondre de la même manière de leur production devant le tribunal de la foi. Le nombre élevé des œuvres condamnées par « ladite » Académie l'atteste ; et n'était l'intervention personnelle du président Moubarak pour interdire toute saisie d'ouvrage sans décision judiciaire", cette institution aurait continué à faire saisir n'importe quel ouvrage qui a le malheur de ne pas correspondre à l'interprétation que certains de ses membres ont de la religion.

64 Gâbir ʿUṣfûr veut surtout montrer qu'al-Azhar outrepassa ses prérogatives et ses compétences en voulant soumettre toute production intellectuelle ou artistique à sa censure préalable. La loi n° 103 de 1961 portant réorganisation d'al-Azhar est explicite : elle ne reconnaît sa compétence qu'en matière de religion, et son avis est consultatif. La mission définie par cette loi n'a rien à voir avec la censure des œuvres de création et les enquêtes menées pour sonder les cœurs de leurs auteurs, les taxer d'impiété et de blasphème, et par là même les faire interdire. Al-Azhar a été soumis à des pressions internes et externes et a été obligé de suivre le courant de l'excommunication qui lui a été imposé de l'extérieur ; ainsi a-t-il prononcé sa condamnation dans des termes qui ne diffèrent pas de ceux utilisés par les extrémistes qui ont fomenté l'affaire. Elle reflète une mentalité jurisprudentielle qui rejette avec dégoût toute allusion sexuelle et qui a peu confiance dans la foi des gens, au point de la croire menacée par un simple roman.

65 Ce discours « rationaliste » et « démocratique » défendu par les intellectuels contre le dogmatisme et la fermeture d'esprit de tout le courant religieux, Azhar et « extrémistes » confondus, a fait, à son tour, l'objet de critiques qu'il n'est pas inutile de mentionner ici. La première est venue du sociologue libanais Waddâh Sharâra qui renvoie dos à dos intellectuels islamistes et laïques. Pour lui, ces derniers soumettent les discours islamistes, d'où qu'ils viennent, à une analyse qui dévoile leurs présupposés et leurs fins politiques, idéologiques et institutionnels et par là révoquent en doute leur légitimité et leur pertinence. Ainsi énoncent-ils leurs jugements « politiques », « historiques » et « rationalistes » comme allant de soi, les croyant dispensés de toute analyse ou questionnement, car dictés par la raison. Or la raison ne reconnaît d'autre cause et

d'autre source qu'elle-même, contrairement à la « tradition » et « ses règles sclérosées » qui n'a d'autre fondement que les opinions et les passions de ses porte-parole. Ainsi, les écrivains laïques, en défendant l'« État civil » contre l'« État religieux » – lequel sépare les citoyens, affaiblit la cohésion nationale, asservit les femmes et enchaîne le pensée –, se défendent-ils eux-mêmes contre les menaces de mort qui les guettent. Les intellectuels assument la lutte sur le front idéologique contre ceux qui répandent le discours des groupes terroristes alors que l'État mène avec la police et ses lois la lutte contre ceux qui le combattent les armes à la main. La publication d'œuvres laïques et « renaissantes » (*nahdawiyya*) est un des aspects de cette lutte pour la négation de l'autre. Mais les intellectuels qui affublent l'État égyptien du qualificatif « civil » font mine d'ignorer que cet État est dans une relation d'allégeance réciproque avec al-Azhar – relation qui rend sa domination acceptable par les gouvernés et la distingue de l'oppression –, comme ils feignent d'oublier que cet État a accordé de nombreuses concessions juridiques à la religion. Un tel État ne peut se ranger aux côtés de ceux qui le veulent « civil » sans être aussitôt renié par une partie de la société, elle-même profondément divisée. Le discours « rationaliste laïque » rejoint le discours « salafiste religieux » dans la volonté d'exclure et de nier l'existence de l'autre. Il élimine de ce fait la politique, qui suppose la contradiction et l'existence de groupes en lutte pour la législation et la distribution des ressources.

- 66 La seconde critique émane de Muhammad Hasanayn Haykal dans son article publié, *post festum*, en juillet 2000... Pour lui, la publication du roman est fortuite et n'a obéi à aucun plan prémédité ; le ministère de la Culture a dû être le premier surpris par le scandale et encore plus en lisant [probablement pour la première fois !] les citations reproduites par Abbâs. Haykal traite l'affaire de la *Walîma*... comme une farce dérisoire comparée à celle de Salman Rushdi. Les grands principes ont été bafoués de part et d'autre et les armes utilisées sans rapport avec la nature du conflit. Les intellectuels n'ont pas pris conscience qu'ils ont perdu la bataille avant de tirer le premier coup de feu, car leurs adversaires ont réussi à les mettre dans une posture qui semble hostile aux valeurs morales et religieuses à la majorité d'un public qui ne connaît de l'affaire que ce qui en est dit au moment où elle est livrée à la publicité. Une des idées avancées par les intellectuels est qu'une œuvre littéraire ne peut être appréciée que par les gens de la profession et que sa lecture a besoin de guides spécialisés. De quel droit alors reprochent-ils aux « cheikhs » et aux « prêtres » de monopoliser l'interprétation du texte religieux ?
- 67 Nombre d'analystes et d'observateurs ont souligné le caractère dérisoire, comique et par trop répétitif et lassant de cette empoignade entre les deux fractions toujours en lutte de l'intelligentsia égyptienne. Nous devons ajouter que jamais elle n'a atteint cette violence verbale ni suscité autant de passions. Elle a largement débordé le cadre égyptien pour devenir, à travers les chaînes de télévision arabes privées, un produit de consommation spectaculaire. Son objet et ses enjeux sont ainsi perdus dans les bavardages sans fin infligés au citoyen ordinaire. La guerre entre les deux camps a consisté à faire et se faire peur avec des mots : blasphème, sacrilège, atteinte aux principes sacrés, outrage à Dieu et son Prophète, obscénité, licence et vulgarité, d'un côté ; obscurantisme, fascisme, terrorisme, de l'autre. Il se trouve que les premières accusations trouvent un écho auprès de larges couches de la population, tandis que les secondes parlent le langage de l'État. Les intellectuels laïques, qui ont pris conscience de ce piège tendu par les circonstances, ont essayé de le déjouer d'abord en dénonçant les contradictions et les concessions du ministère de la Culture, ensuite dans une action collective où ils s'auto-accusent devant le Procureur général des mêmes crimes que la justice reproche aux responsables de la

publication du roman, Ibrâhîm Aslân et Hamdî Abû Jalîl [annexe n° 9]. En s'exposant ainsi à la répression, ils croient trouver une légitimité rêvée d'intellectuels organiques et réaffirmer une autonomie désormais désincarnée. Mais quand leurs porte-parole défendent, par exemple, l'idée que la littérature est une affaire de spécialistes et que seuls les experts ont le droit de se prononcer sur son contenu, ne revendiquent-ils pas là un pouvoir qui suppose la minorité et l'incapacité des gens ordinaires, relégués aux rangs de foule anonyme et turbulente (*ghawghâ'*) et ne rejoignent-ils pas ceux à qui ils reprochent de se prendre pour les représentants de Dieu sur terre ? Cette bataille-là, celle d'un islam guidé par « l'Aufklärung » contre un islam qui ne reconnaît que les textes, ils ne peuvent jamais la gagner ; comme l'a dit un jour un membre de l'Académie des recherches islamiques à Louis ṢAwad : « Nous ne perdons jamais une bataille [où l'islam est contesté]. »

- 68 En excluant l'irréligion des droits à défendre, ils sont condamnés à louvoyer entre une version toujours plus « moderne » ou « post-moderne » de la religion et le désir de la voir adoptée par l'État. Pendant l'affaire Haydar Haydar, Salâh aldîn Muhsin, écrivain, Égyptien, membre de l'Union des écrivains, a été arrêté et inculpé pour avoir ouvertement déclaré son athéisme (voir rubrique « En-notes »).
- 69 Il n'a trouvé personne pour le soutenir. Les intellectuels dits laïques ont perdu là, nous semble-il, une occasion de défendre, d'explicitier et d'illustrer un des droits fondamentaux garantis par la Constitution : la liberté de croyance. C'était cette bataille-là qu'il fallait mener et non pas, celle polémique, relative au statut de la création artistique.

ANNEXES

Annexes : Les protagonistes et leurs arguments
Annexe n°1 : Muhammad cAbbâs, « Qui fait le serment de mourir avec moi ? » [extraits], al-Shaḥb, 28/04/2000

« Lâ ilâha illâ Allah ! Il n'y a de divinité qu'Allah ! Chiens de Géhenne ! Bois de l'enfer ! Qui que vous soyez et quels que soient ceux qui se tiennent derrière vous ! »

L'auteur dit avoir appelé « un ami [en fait, Ḥadîl Husayn] » avoir pleuré, pesté et crié avant d'arriver à lui lire quelques phrases d'un « livre blasphématoire, crapuleux, sacrilège, édité et diffusé parmi nous par le ministère de la Culture égyptien, et non israélien ou américain... ».

« Lâ ilâha illâ Allah ! Ah ! Lecteurs !

La plume se fige entre mes doigts : les mots résistent à l'écriture et les lettres n'arrivent pas jusqu'à ma langue ! Mon cœur ne peut m'obéir pour vous communiquer les mots blasphématoires, sacrilèges et crapuleux publiés par un organisme qui nécessairement doit être blasphémateur, sacrilège et crapuleux.

Voici ce qu'a imprimé et diffusé le ministère de la Culture égyptien : ceux-là marginalisent l'histoire et reviennent un million d'années en arrière ; à l'ère de l'atome,

de l'espace et de la raison débordante, ils nous gouvernent avec les lois des dieux des bédouins et les enseignements "du Coran merde" !

(...) J'ai eu la vision du Prophète, d'Abû Bakr, de ʿUmar, de ʿUthmân, ʿAlî et Husayn, le seigneur des martyrs... Et j'ai crié de honte.

J'ai eu la vision d'Al-Zubayr Ibn al-Awwâm, criant dans les guerres d'apostasie : Qui fait le serment de mourir avec moi ?

(...) Puis vient un Satan pour écrire ce qu'il appelle un livre que le ministère de la Culture égyptien, un autre Satan, considère comme de la littérature et diffuse parmi les gens pour les éclairer (...). Dans le pays d'al-Azhar, de Saladin, de Qutuz [Qutuz ou kutuz : troisième sultan mamelouk Bahriyya, vainqueur des Mongols à cAyn Jalût (1260). NDT] et de Khâlid al-Istambûlî [Assassin de Sadate en 1981. NDT], il diffuse, ô lecteurs !, un livre qui prétend être un roman qui dit que le Coran est de la merde (...) et qui clame : Chie au nom de ton Dieu [Détournement du verset : "Lis au nom de ton Dieu", sous forme de calembour] ».

Puis il invoque sous forme de litanie les 99 noms sacrés de Dieu.

« J'ai senti comme une souillure : pas celle d'un individu, mais de toute une nation ; pas celle d'un jour, mais de toute une époque ; souillure que ne peuvent laver ni les ablutions ni toutes les eaux du monde ; souillure que seul le sang peut laver.

Notre dernier refuge est profané et avili ! Puissé-je perdre la vie et toi la tienne lecteur, si nous ne défendons pas notre ultime refuge. »

ʿAbbâs cite encore quelques phrases qui semblent en elles-mêmes effectivement blasphématoires, pour réattaquer :

« Le débauché fils de débauché, crapule fils de crapule, mécréant fils de mécréant

– qu'ils soient auteur, imprimeur, éditeur ou ministère – écrit : "Et toi Dâwûd, je te pardonne, tu peux enculer tous les gosses de Bône, car je serai ton intercesseur le jour du jugement dernier !" Qui prête le serment de mourir avec moi ?

Je prendrai tous ceux qui se rassembleront autour de moi et je les conduirai au palais du président Moubarak, la poitrine nue, le cœur saignant, les mains désarmées nous lui demanderons : quelle est la frontière entre l'islam et le blasphème ? Entre les "lumières" et les lupanars ? Quelle est la différence entre "le tarissement des sources" et la sortie de la religion ? Quels sont les critères qui font de l'Égypte l'avant-garde effective des Lumières, reconnue en tant que telle par les Arabes et les musulmans, et non la maquerelle des blasphèmes, de la débauche et de la désobéissance à Dieu ?

Nous crierons : tu es le gouvernant et nous ne pouvons appliquer nous-mêmes la peine légale contre les blasphémateurs, les mécréants et les libertins. Nous crierons encore : si tu ne peux leur appliquer la peine qu'ils méritent, si tu ne défends pas le Coran, alors tue-nous ! » (...)

M. ʿAbbâs dit avoir eu un doute, et est allé vérifier, il s'agit bien de : Walîma li a-shâb al-bahr de Haydar Haydar, collection « Horizons de l'écriture » n° 35, Organisme général des palais de la culture, sis au 16, rue Amîn Sâmî à Kasr al-Aynî, Le Caire. »

Suivent les numéros de téléphone et de fax, le nom de l'imprimeur et la « liste du déshonneur et de l'impureté qui réunit le président du Conseil d'administration, ʿAlî Abû Shâdî ; le secrétaire général des publications, Muhammad Kishk ; le rédacteur en chef Ibrâhîm

Aslân ; le responsable technique Dr M. ‘Abd al-Âtî ; le directeur de la rédaction Hamdî Abû Jalîl. »

‘Abbâs s’en prend ensuite à Khayrî Shalabî « qui se prétend écrivain, lui que le ministère de la Culture a prostitué » pour défendre le roman dans al-Usbû, journal « qui a eu l’honneur de faire éclater le scandale ».

Mais pourquoi, s’écrie ‘Abbâs, ce journal permet-il à cet « avorton du ministère de la Culture de répandre ses insanités ? Lui et ses semblables à qui on ouvre les « Horizons de l’écriture, de l’édition et de la télévision », alors que leur écriture est sans couleur, sans saveur et sans odeur... si ce n’est celle de la merde... »

‘Abbâs dit qu’il voulait chercher ce qui se cache derrière les lignes dans les publications du ministère de la Culture et se joindre à la campagne commencée contre elles par Magdî Husayn. Mais voilà que le blasphème ne cache plus son nom : « Voici les “Lumières” vers lesquelles on veut te pousser, ô umma ! Ce sont des blasphèmes et non des Lumières, de la trahison envers Dieu, son Prophète, la nation et la patrie, au profit d’Israël et de l’Amérique. »

(...) « Qu’auraient-ils fait si j’avais écrit que Clinton ou Barak ou même un ministre sont de la merde ? Aurais-je trouvé un défenseur si j’avais écrit : “Chie au nom du Premier ministre ?” Mais le dissolu écrit, et la crapule publie : “Le Coran est de la merde” et “Chie au nom de ton Dieu”, et trouvent des gens pour les défendre. »

Puis il s’adresse directement au président Moubarak qu’il implore de défendre le Coran et l’islam : « Un ministère qui publie un tel livre doit être pulvérisé avec tous ses organismes et ses institutions... La umma n’attend pas moins de toi ! Nous ne demandons pas seulement la destitution. Si les tribunaux militaires ne sont pas faits pour ceux qui ont trahi Dieu, le Prophète, la umma et la patrie, pour qui le seraient-ils ? »

Il s’adresse ensuite aux chefs des États musulmans « qui se sont tant de fois unis pour le péché et le mal. Qu’ils s’unissent au moins une fois pour défendre le Coran ; qu’ils disent à Moubarak que le ministère de la Culture n’a pas égorgé les seuls musulmans d’Égypte, mais aussi ceux de l’ensemble du monde islamique ».

Puis c’est au tour du cheikh d’al-Azhar d’être interpellé ; trois fois plutôt qu’une, avant de sommer le mufti de la République de dire son mot « sur le ministre, le gouvernement et le régime tout entier (...). Qu’il démissionne s’il ne le peut et qu’ils nomment le grand rabbin des juifs pour prendre sa place (...). » « Tout écrivain, tout penseur doit élever sa voix pour défendre le Coran. »

Aux étudiants d’al-Azhar, il dit : « Il s’agit de Dieu et du Coran, c’est l’ultime refuge et ce qu’il y a de plus sacré. Ô umma ! Ils n’ont pas laissé de sanctuaire sans le profaner, de patrie sans la violer, de richesse sans la voler. Si tu te tais, mieux vaut renoncer à la prière... à l’islam tout entier.

Vous prédicateurs du vendredi !...

Vous juges et avocats !...

Partis politiques et syndicats professionnels !...

Ecrivez au président Moubarak pour qu’il use de son pouvoir sans plus tarder.

(...) Journalistes et écrivains... Défendez le Coran ou alors brisez vos plumes.

(...) Officiers de la sécurité de l’État ! Vous savez que je ne vous aime pas, mais je ne désespère pas de vous voir faire le bien ! Toutes les horreurs que vous avez commises

n'auraient-elles pour objectif que de permettre au premier venu de dire que le Coran est de la merde ?

(...) Je vous en supplie, faites-vous pardonner vos péchés ! Vous avez souvent piétiné la loi pour le régime. Appliquez la loi aujourd'hui pour le Coran. Envoyez dès à présent un rapport au président pour lui dire que c'est cette pourriture, ce blasphème et ce mépris pour le livre de Dieu qui menacent la sécurité nationale et la paix sociale, qui sèment la discorde et menacent jusqu'au régime lui-même.

Toute femme, mère, épouse ou fille, doit demander à son fils, son mari ou son père de défendre le Coran. Le Coran n'est pas de la merde !

Toutes les communautés musulmanes à l'étranger doivent aller ou écrire aux ambassades d'Égypte... »

Puis il interpelle Yûsuf al-Qaradhâwî, « guide des ulémas de la umma, combattant et rénovateur... » « Ce sont ceux qui te traitent de terroriste et méconnaissent ton savoir qui traitent le Coran de merde. Tu sais qu'al-Azhar a été noyauté et que la résistance en son sein est réprimée et exclue. Nous sommes sans défense et c'est à toi de prendre la relève... Ce combat t'est imposé sans que tu l'aimes [Coran], et à nous aussi. Nous aurions préféré mourir avant qu'ils nous l'imposent ; maintenant que cela est fait nous souhaitons mourir pour lui.

Défends le Coran ! La nation attend ta *fatwa* ! Contre tous les responsables de la publication de ce livre dans le pays d'al-Azhar, depuis le gardien jusqu'au ministre, jusqu'à l'émir. Non ! Pas seulement ta *fatwa* mais une campagne à l'échelle de tout le monde musulman. Tu crois peut-être que l'Égypte que tu as quittée se porte bien ? Je crie : non. L'Égypte ne se porte pas bien [répété trois fois]. Au secours ! Au secours ! C'est du Coran qu'il s'agit ! ».

À Madame Suzanne Moubarak :

« Je t'en supplie doublement, en tant qu'épouse du plus haut responsable du pays et en tant que responsable de la Bibliothèque de la famille pour laquelle je crains l'infiltration de ces blasphémateurs qui au nom de la propagation des Lumières disent que le Coran est de la merde.

À tout lecteur de ce cri !

Dixi et salvavi animam meam !

À toi maintenant de diffuser ce message à dix, cent ou mille exemplaires !

Exprime ta colère, Ô Égypte !

Exprime ta colère, Ô umma !»

Au président Moubarak :

« Monsieur le Président, arrête cette fitna [sédition] !

Ce qu'ils appellent lumières signifie le blasphème caractérisé. Ils n'ont jamais visé le terrorisme mais toujours l'islam... Le tarissement des sources n'a d'autre signification que la sortie de l'islam, l'hostilité à l'islam.

Il ne s'agit pas d'un ministre débauché ou d'un ministère licencieux, mais d'un plan impie d'infiltration dans le régime. Ta responsabilité devant Dieu t'impose d'y mettre fin et de le combattre dusses-tu le payer de ta vie !

Voudrais-tu que ton régime porte cette marque d'infamie. Jamais on n'a autant attaqué le Coran. Même pas au temps de Cromer. Les Pharaons eux-mêmes considéraient les livres religieux comme sacrés.

L'État aurait-il gardé le silence si celui qui a écrit, imprimé et édité avait mis les Évangiles ou la Thora à la place du Coran ? Non. Et vous non plus.

Monsieur le Président, tu es responsable de cette clique perverse devant la nation, devant l'histoire et devant Dieu... Je crains pour toi que tu ne puisses rencontrer Dieu avec ce crime abominable parmi les actes dont tu es responsable.

Je t'en conjure, Monsieur le Président, éteins cette fitna avec une déclaration solennelle de la présidence faisant pénitence devant Dieu et présentant des excuses à la nation. Fais-le... sinon, je t'en supplie, donne l'ordre à tes hommes de m'immoler... »

Annexe n° 2 : Déclaration des intellectuels contre l'article de M. 'Abbâs

Dès la parution de l'article de M. 'Abbâs, le Comité préparatoire du rassemblement des intellectuels indépendants s'est réuni et a rédigé la déclaration suivante, aussitôt signée par un millier d'écrivains, de journalistes et d'universitaires (Akhbâr al-adab, 07/05/2000).

« Nous avons été surpris par la campagne inique contre le roman *Un Festin pour les algues de mer*, campagne d'incitation à la violence contre ceux qui ont supervisé sa réédition en Égypte. Il est temps que s'arrête cette comédie que l'on joue de temps à autre au nom de la défense de l'islam ; ce sont ses défenseurs qui déconsidèrent cette religion fortement enracinée qui n'a nul besoin de telles campagnes de menaces et d'excommunication, forgées de toutes pièces qui plus est.

Nous espérons que les auteurs islamistes se préoccuperont des problèmes urgents du pays, et nous voyons dans le Hizbollah une preuve d'efficacité quand il s'agit de ce qui est essentiel pour la patrie, de ce qui unit et non pas désunit les compatriotes. Il a pu, en s'opposant quotidiennement à Israël et en collaborant avec toutes les forces patriotiques au Liban, gagner le respect de tous et présenter un modèle qui honore l'islam politique...

La démocratie est indivisible. Si tu revendiques la liberté d'expression pour toi, tu dois aussi revendiquer la liberté pour ceux qui sont en désaccord avec toi.

Il est impossible de nos jours de réprimer l'opinion ; comme il est dangereux de déchaîner les passions en faisant une lecture erronée d'un texte de création littéraire, et en arrachant arbitrairement des phrases à leur contexte. La campagne d'incitation à la violence ne menace pas seulement un individu particulier ou le corps des intellectuels dans son ensemble ; elle constitue une menace pour la patrie tout entière et un gaspillage d'énergie en nous attirant dans des querelles artificielles, au lieu d'œuvrer à instaurer des traditions démocratiques et à affronter les dangers intérieurs et extérieurs qui nous guettent. »

Annexe n° 3 : Communiqué de l'Union des écrivains

« L'Union des écrivains a suivi avec une grande anxiété ce qui a été dit à propos du roman *Un Festin pour les algues de mer* du grand écrivain syrien Haydar Haydar, récemment réédité par l'Organisme général des palais de la culture.

Ce que les responsables de cette campagne ont fait de plus grave, c'est de lire le roman de manière incorrecte, en détachant certaines expressions de leur contexte et en leur donnant une signification totalement différente de celle voulue par le romancier.

Partant de son attachement à la liberté de l'écrivain, l'Union des écrivains affirme son refus de toutes les campagnes qui, de temps à autre, sont fomentées pour porter atteinte à la liberté du créateur arabe ; condamne la dernière en date qui, sans justification aucune, s'attaque à une œuvre romanesque d'un grand écrivain syrien dont la première édition remonte à plusieurs années, qui a été rééditée dans plusieurs pays et diffusée partout dans le monde arabe, y compris l'Égypte.

En renouvelant son soutien à la liberté de création, de pensée et d'imagination artistique, l'Union appelle toutes les institutions et tous les organismes culturels égyptiens à affirmer leur soutien à cette liberté et à la défendre contre toutes les entreprises de destruction et d'asservissement. »

Annexe n°4 : Déclaration de la Commission des affaires religieuses de l'Assemblée du Peuple

« La Commission des affaires religieuses et des Waqf condamne le contenu du livre *Un Festin pour les algues de mer* de l'écrivain syrien, le nommé Haydar Haydar, demande sa saisie immédiate, son interdiction à la vente et à la distribution, en raison de ses attaques contre les principes sacrés de l'islam et de l'outrage qu'il fait aux valeurs et aux principes dont l'Égypte, gouvernement et peuple, est fière.

Elle exige qu'on demande des comptes à son auteur et à son éditeur, et à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont participé à sa diffusion ou à la propagation de son contenu [expression qui vise M. Abbâs].

Elle prie les lecteurs, fils d'Égypte, d'être à la hauteur de leur responsabilité dans la défense de la religion, de la raison et de la pensée, en refusant de diffuser ce livre ou de le lire car il ne mérite que d'être brûlé, afin qu'il ne devienne pas un facteur de corruption dans la société et afin de faire face à cette offensive qui touche la croyance, les valeurs et la patrie.

Elle demande la protection de la société, et à la censure qui contrôle les productions artistiques de soumettre à al-Azhar tout ouvrage qui touche à la religion afin qu'il se prononce sur son contenu. Elle adjure la jeunesse étudiante, notamment celle d'al-Azhar, de ne pas être victime des provocations et de reprendre les cours, afin de sauvegarder son avenir et la sécurité de la patrie. »

Annexe n°5 : Rapport de la Commission scientifique désignée par le ministère de la Culture [extraits]

« La commission formée par décision du secrétaire général du Haut Conseil de la Culture n° 54 de l'année 2000, afin de préparer un rapport sur le roman *Un Festin pour les algues de mer* de l'écrivain syrien Haydar Haydar s'est réunie le mardi 3 mai à 19 h en présence de : Abd-al Qâdir al-Qitt, rapporteur, Dr Salâh Fadl et Kâmil Zuhayrî, membres, Dr ʿImâd Badr al-Dîn Abû Ghâzî, secrétaire de la Commission. S'est excusé pour raison de santé Dr Ahmad Haykal.

Après avoir entendu les rapports individuels présentés par chacun de ses membres et les avoir longuement discutés, la commission a rédigé un rapport collectif qui exprime ses points de vue. La réunion s'est achevée à 21 h 30. »

En rappelant que « le roman présente une vision complexe de la réalité politique arabe mouvante des courants qui ont agité la région durant la deuxième moitié du XX^e siècle », le rapport en résume les pages d'ouverture afin de décrire le milieu profondément religieux (chiite) où a baigné le plus jeune des deux personnages irakiens, Mahdî Jawâd, descendant de la famille du Prophète.

« Mais avant d'aller plus loin dans l'analyse du roman, il convient de rappeler que l'évaluation des œuvres de création, en général, et des œuvres romanesques, en particulier, se fonde sur la compréhension de la nature du roman en tant que représentation d'un monde imaginaire dont les lois rappellent celles du macrocosme réel, avec des personnages imaginaires à qui l'on attribue des discours ou des actes particuliers, dans des situations analogues à celles qu'on rencontre dans la vie courante... Tout ce qui se dit dans les œuvres romanesques ne peut être compris correctement si on le coupe de son contexte, de la nature des personnages qui s'expriment et des réponses qu'on leur fait (...). Toute autre démarche conduit à une mauvaise interprétation (...). En outre, la fonction de la littérature romanesque est la critique de la vie et l'approfondissement de la conscience esthétique qu'on en a. Ce qui suppose la liberté d'imagination, la force et la sincérité de son expression esthétique (...). »

Le rapport résume l'objet général du roman, soit l'histoire de deux communistes irakiens qui, après avoir participé au soulèvement armé dans la région du sud contre le coup d'État du Ba' th en 1968, ont dû fuir leur pays pour aller se réfugier dans un autre pays arabe « qui vient de réussir sa révolution » anti-coloniale : l'Algérie.

« Ils y découvrent en fait une société en pleine transformation où les gens commencent à comprendre que ce sont les politiciens opportunistes qui ont cueilli les fruits de leur révolution (...) et sont de ce fait pleins de méfiance vis-à-vis de leur entourage comme des étrangers qui arrivent chez eux... d'où l'angoisse et le sentiment d'insécurité qui caractérisent les deux personnages, coupés de l'environnement social algérien », *n'était un fantasme de relation amoureuse entre le plus jeune et la jeune fille d'un martyr d'une part, et une relation cynique et purement charnelle entre l'ainé (Mihyâr al-Bahîlî, idéologue et cadre communiste) et une ancienne résistante qui trouve dans le sexe une consolation à son désespoir et sa défaite.*

« Le roman raconte l'histoire de deux révolutions : l'une communiste et plutôt hostile à la religion dans le sud de l'Irak, qui a fini dans la défaite et le sang ; l'autre, de libération nationale menée sous l'étendard du Coran et de la foi qui a réussi, et comme le dit l'auteur, a remporté la victoire en Algérie. C'est la condition existentielle des personnages qui explique en fin de compte leur langage et leur pensée, outranciers certes, mais seul le lecteur non exercé peut les prendre pour une attaque contre la religion, le Coran ou le Prophète (...). On ne peut donc attribuer à l'auteur les paroles d'un personnage qu'un autre personnage traite de fou. »

Le rapport insiste ensuite sur la malhonnêteté intellectuelle de M. Abbâs qui a omis dans la citation du passage sacrilège un point entre le mot Coran qui termine une première phrase et le mot merde qui achève le paragraphe, avec l'intention préméditée de nuire et d'exciter les passions... « Ce qui a entraîné une grave altération du sens, car ce qui est décrit comme de la merde ce n'est pas le Coran, mais le pouvoir politique qui utilise la religion. (...) On sait que, même dans les écrits non littéraires, rapporter un blasphème ne constitue pas un blasphème en soi ; le Coran lui-même est plein de paroles d'athées et de mécréants. (...) Seule une lecture

globale importe ; et celle-ci montre que le roman est plein d'éloge pour l'expérience religieuse qui a conduit à la victoire de la révolution algérienne. »

Puis le rapport s'emploie à donner une autre lecture des phrases incriminées par

M. Abbâs afin de montrer qu'elles obéissent à des critères purement esthétiques, pour exprimer soit la colère contre la réalité arabe dominante, soit l'humeur et la plaisanterie propres aux situations galantes.

« Quelques dérapages de langage ne peuvent annuler les dizaines d'expressions et de scènes qui vénèrent et glorifient la religion (...). La vie est pleine de fous et quand la littérature entreprend de les critiquer et nous met mal à l'aise, elle ne fait que remplir sa fonction en ouvrant notre conscience à ceux qui sont différents de nous, et enrichir notre expérience du monde...

Pour tout cela, la réédition de ce roman ne constitue nullement une atteinte à la religion ; on ne peut le juger d'un point de vue autre que celui de la littérature. Ce qu'on a publié à son propos est totalement injuste, falsifie son propos et ignore sa haute valeur artistique. »

Annexe n°6 : Appel des ulémas d'al-Azhar au président Moubarak [extraits], *al-Sha'b*, 12/05/2000

« (...) La majorité des ulémas d'al-Azhar, réunis autour de toi en tant que soldats de la vérité, fidèles aux nobles principes et aux grands objectifs qui visent le bien du pays et des individus, s'adressent à Dieu et à toi pour arrêter la *fitna* qui menace l'Égypte et qui risque de l'embraser...

(...)

Le ministère de la Culture a pris l'habitude, ces dernières années, de publier des écrits qui portent atteinte à ce qui appartient en propre à la nation, ses croyances en sa morale et en la personne du Prophète... On a ainsi défiguré le grand projet [appelé] "Festival de la lecture pour tous" en y infiltrant des titres suspects tels que : *Muhammad et les juifs*, qui montre de la sollicitude envers les juifs et déforme l'Islam et son Livre ; *Saison de la migration vers le nord*, d'un écrivain soudanais [Tayeb Salih], interdit dans son pays mais qui a trouvé son chemin vers le ministère de la Culture qui l'a publié en 1996 ; *Appel au dialogue* de Hasan Hanafi, publié en 1996 également et qui résume les idées de cet auteur, lesquelles n'ont trouvé parmi les savants qu'une seule personne pour les défendre et pour tromper les gens [Le front des ulémas d'al-Azhar avait fait un procès en règle à Hasan Hanafi accusé d'apostasie, et essayé d'empêcher son accès à al-Azhar. La personne visée est cAbd al-Muctî Bayyûmî, doyen de la faculté de théologie dans cette université. NDT] ; *al-Saqqâr* [Voir l'article de R. Jacquemond dans cette livraison. NDT] et un choix de nouvelles où s'étalent des descriptions crues des rapports sexuels entre amants [c'est-à-dire] fornicateurs (...), des expressions obscènes qui répandent le vice et assassinent la vertu.

(...) Ces insanités qui sont financées par les deniers de l'État inondent le marché à des prix modiques ; alors même que la Constitution fait de la famille le fondement de la société, elle-même fondée sur la religion et la morale. Le ministère de la Culture gaspille l'argent de la nation pour détruire la jeunesse en propageant la dépravation. D'où cette série de comportements qui annoncent des catastrophes : la toxicomanie, les pseudo-mariages, le satanisme, l'inceste, le viol sont les prémisses de ces plantes vénéneuses qui préfigurent l'écroulement des valeurs, la destruction des mœurs et l'attisement des concupiscences...

Les publications du ministère de Fârûq Husnî sont non seulement une entreprise de démolition de la morale mais aussi un outrage aux principes sacrés de la religion, qui tourne en dérision Dieu, le Coran et le Prophète.

(...) Arrive enfin la calamité des calamités, le roman intitulé *Un Festin pour les algues de mer* dont le ministre Fârûq Husnî dit qu'il ne contient rien qui puisse nuire à l'islam et même qu'il appelle à la foi..., alors qu'il regorge des expressions les plus viles et des actes les plus abjects. Son auteur insulte Dieu et se moque ouvertement du Coran [suivent des citations qui vont dans ce sens, tirées du roman].

Monsieur le Président, les ulémas d'al-Azhar vous adjurent d'intervenir personnellement au plus vite pour mettre fin à ces crimes, et purger le ministère de la Culture de ceux qui ont nui à la religion, à la morale et à la patrie, et ont gaspillé les deniers publics pour faire du mal à la nation. Ils vous conjurent de lever l'interdit qui frappe les prédicateurs honnêtes et qui savent, par l'exhortation et la sagesse, comment prêcher la vertu et combattre le vice dans l'unique but de servir Dieu.

Ils vous demandent instamment d'intervenir pour refaire l'unité des ulémas d'al-Azhar et de réparer les injustices dont certains d'entre eux sont victimes. »

Suivent 60 signatures, dont celles de plusieurs membres de l'ex-Front des ulémas d'al-Azhar.

Annexe n°7 : Déclaration de l'Académie des recherches islamiques d'al-Azhar

« Le cas du roman en question a été présenté à la commission des recherches juridiques (*fiqhiyya*), laquelle a désigné deux de ses membres spécialisés (il s'agit de 'Abd al-Rahmân al-'Adawî et de Muhammad Ra'fat Uthmân) pour rédiger deux rapports séparés et les présenter lors d'une séance exceptionnelle de l'Académie des recherches islamiques fixée pour le mercredi 13 safar 1421/ 17 mai 2000.

Les deux rapports ont été présentés à cette séance et il en est ressorti ce qui suit :

Le ministère de la Culture qui a publié le roman n'a pas demandé l'avis d'al-Azhar ou de l'Académie des recherches islamiques alors qu'il contient nombre de choses qui touchent à l'islam, à la foi et à la sharia, et ce en contradiction avec : la loi n° 103/1961 qui a réorganisé al-Azhar et ses organismes ; le décret d'application [1975] ; les législations relatives à la protection des droits d'auteur et à l'organisation du ministère de la Culture, établies par l'assemblée générale des départements de jurisprudence et de législation du conseil d'État, dans sa consultation du 2 février 1994 (dossier n° 58/1-66). Celle-ci stipule qu'al-Azhar est la seule instance qui oblige le ministère de la Culture pour l'évaluation de tout ce qui touche à l'islam en matière d'autorisation ou non des productions artistiques ; le Cheikh d'al-Azhar et l'Académie des recherches islamiques sont les seuls habilités à donner leur opinion sur les œuvres et les productions qui touchent à l'islam.

Le roman regorge de mots et d'expressions qui bafouent et outragent les principes sacrés de la religion, y compris l'être divin, le Prophète, le Saint Coran et l'au-delà.

Il se moque de Dieu en le décrivant comme "un artiste raté" (p. 219) ; en disant qu'il a oublié certaines de ses créatures en raison des problèmes sans fin que lui cause le seul monde arabe (p. 257), qu'il a établi son royaume imaginaire dans le vide des cieux afin de proclamer son éternité (p. 426).

De même, il calomnie le prophète en déclarant qu'il a pris plus de vingt femmes (entre légitimes, amantes ou temporaires) (p. 148), et qu'il a épousé les vierges des tribus sous

prétexte d'unifier celles-ci (p. 426-427). Il a aussi falsifié le Coran en lui attribuant des versets qui n'en font pas partie (...) (p. 148).

Le roman encourage ouvertement à désobéir à la sharia et à ses commandements en appelant à se défaire de la religion, de Dieu, de la morale, des traditions et des temps bourbeux, du paradis et de l'enfer mythiques, de l'obéissance aux autorités et aux parents, du mariage béni par la sharia et tous les mensonges et les rites entérinés par des siècles de mystification (p. 348).

Le roman constitue un outrage aux mœurs en prêchant des relations sexuelles illégitimes, et en employant sans vergogne les termes qui désignent l'accouplement, les organes sexuels masculins et féminins que la pudeur publique nous empêche de reproduire, pudeur que le roman viole.

Le roman ne s'est pas arrêté là. Il incite ouvertement au mépris de tous les gouvernants arabes, et ils les taxent des pires qualificatifs que la pudeur nous interdit de reproduire. Il a appelé à leur désobéir et à se révolter contre eux, quitte à faire couler le sang.

De tout ce qui précède, il est apparu à l'Académie des recherches islamiques que ce qui est dit dans le roman *Un Festin pour les algues de mer* de Haydar Haydar contrevient à ce qui est communément connu de la religion [*mukhâlifun li-mâ hua ma-lûmun min aldîn bi-l-dârûra*, formule consacrée pour désigner l'apostasie], qu'il outrage les principes sacrés de la religion et les lois célestes, la moralité publique et les valeurs nationales, qu'il sème la discorde et ébranle le ciment de l'unité nationale, qui est le fondement de l'édifice de l'État. L'académie rejette toute la responsabilité sur ceux qui ont publié ce roman sans en référer aux autorités compétentes et leur impute toutes les conséquences religieuses et sociales de cette erreur, et ce conformément à ce qui est expliqué en détail dans les deux rapports [présentés à la séance de l'Académie].

Dieu seul conduit au succès

Le Cheikh d'al-Azhar

Muhammad Sayyid Tantâwî

Fait le 13 safar 1421/17 mai 2000 »

Annexe n° 8 : Avis au Procureur

« Nous, intellectuels soussignés, avisons le Procureur général que nous affirmons et reconnaissons notre complicité en tout ce qui est reproché à Ibrâhîm Aslân et Hamdî Abû Jalîl concernant la publication du roman *Un Festin pour les algues de mer*. Notre complicité réside dans le fait que nous avons incité à la publication de ce roman important, qui décrit un aspect de la réalité arabe ; avec l'idée qu'il peut contribuer à faire connaître cette réalité aux lecteurs d'Égypte et à enrichir leurs connaissances.

Nous apportons nous-mêmes cet avis à M. le Procureur afin qu'il ouvre une instruction relative à notre complicité avec les faits reprochés aux deux accusés, complicité qui tombe sous le coup du premier alinéa de l'article 40 du code pénal. »

Suivent 350 signatures.

L'Avis a été enregistré par le parquet de la Sûreté de l'État sous le n° 3445.

Annexe n° 9 : Déclaration des écrivains des provinces d'Égypte [extraits]

« À M. le Conseiller Mâhir Abd al-Wahîd, Procureur général ;

Nous, membres du Secrétariat général des écrivains des provinces d'Égypte, organisme littéraire officiel (qui représente quelque 2 500 poètes, romanciers, hommes de théâtre, critiques, scénaristes, dramaturges, etc.) déclarons :

Ayant suivi les événements qui ont fait suite à la publication des articles rancuniers du journal *al-Sha'b* (...), balles perdues qui ont répandu la terreur dans les cœurs pacifiques, effrayé les plumes qui jouissent de la liberté d'imaginer et de créer, ouvert la porte à la multitude et mis en danger la sécurité et la paix sociale, nous nous sommes vus dans l'obligation de nous réunir en séance exceptionnelle afin d'étudier ces événements. Un accord unanime s'est dégagé, après amples discussions de tous les aspects de la situation, sur les idées fondamentales que tous ensemble nous voudrions vous communiquer en vue de lever certaines ambiguïtés et d'appuyer la marche du droit et de la liberté qui s'honore de votre protection en ce moment de notre histoire, où le pays se prépare à décoller vers les horizons du progrès et de la paix. Ces principes fondamentaux se résument comme suit :

- 1°) Appui à la politique éditoriale de l'Organisme des palais de la culture, principale fenêtre de diffusion de la pensée et de la création des écrivains et des chercheurs de différentes générations, soucieuse de satisfaire les besoins culturels des citoyens à des prix modiques et de contribuer ainsi à affermir la position culturelle de l'Égypte.
- 2°) Le Secrétariat général considère que la réédition du roman en question est une action culturelle légitime dans le cadre de l'élargissement du rôle de la littérature en général, et du rôle du roman en particulier, dans la critique de la vie et la contribution à sa transformation (...). Aussi faut-il attirer l'attention sur l'importance, la véracité et la précision de chaque mot du rapport de la commission scientifique, en réaffirmant que l'évaluation d'une œuvre littéraire ne peut émaner de quelqu'un qui n'a pas la qualité littéraire. Seuls les littéraires ont le savoir et l'expertise en matière de littérature. S'il est permis à un boucher ou à un policier de juger une œuvre architecturale, s'il est permis à un médecin ou un géologue de juger un sermon fait par un religieux, alors il sera permis à n'importe quelle personne qui n'a rien à voir avec la littérature de porter un jugement sur un de ses textes.
- 3°) Vu ce qui précède, les écrivains des provinces d'Égypte proclament leur entière solidarité avec le responsable de la publication du roman et d'autres œuvres excellentes à vocation humaniste... S'il y a lieu d'adresser quelque accusation à ce sujet, tous les écrivains se considèrent comme accusés et se déclarent prêts à subir tout ce que notre honorable corps judiciaire aura décidé.
- 4°) Les membres du Secrétariat et l'ensemble des écrivains d'Égypte croient à la liberté responsable qui crée, critique et cherche à ouvrir les horizons d'une vie meilleure, et refusent fermement tout texte, si élevée soit sa valeur littéraire, qui porte atteinte aux religions, aux principes sacrés, aux prophètes et aux valeurs nobles enracinées depuis des siècles jusqu'à devenir l'expression de l'identité de la nation arabe.
- 5°) Les écrivains refusent catégoriquement toutes les formes de gangstérisme (et de chantage) à commencer par celui perpétré par la clique de renégats égarés par ʿAbbās et ses semblables qui ont causé toutes les zizanies ; ils méritent la peine légale de la *fitna* qui est plus grave que le meurtre (...). Eux qui ont oublié les commandements du Coran [en matière de dialogue] quand ils se sont fâchés pour Dieu (...).

6°) Nous refusons fermement la revendication du vénérable maître Muhammad Sayyid Tantâwî, Cheikh d'al-Azhar, de soumettre tout livre à la censure, car cela signifie le retour en arrière, alors que la nation a depuis longtemps atteint l'âge de raison. Car s'il y a censure, il n'y aura plus ni littérature, ni art, ni liberté, ni opinion, ni progrès, ni même de vie réelle digne de l'homme égyptien, en un temps où il n'y a plus lieu de museler les bouches ou de gouverner les moyens d'expression. La seule référence est la conscience, la culture, l'expérience, le dialogue entre hommes libres et majeurs, qui vénèrent les valeurs et respectent autrui, n'appellent pas à la vindicte des autorités ou du peuple contre les porteurs du verbe ; car au commencement était le verbe, et il le sera aussi à la fin.

Vive tout peuple et tout gouvernant qui vénèrent la liberté

Le bonheur et la paix pour tout homme qui adore la terre et la patrie.

Pour le Secrétariat général des écrivains des provinces d'Égypte

Fu'âd Qandîl, romancier

Secrétaire général »

NOTES

1. Dans l'édition égyptienne.

2. Un temps responsable de la Direction de la censure sur les arts et les imprimés (ministère de la Culture), Alî Abû Shâdî était, au moment des faits, président du Conseil d'administration de l'Organisme général des palais de la culture. En janvier 2001, il a été démis de ses fonctions pour avoir laissé publier trois romans jugés « obscènes ».

3. Dixit Khayrî Shalabî.

4. Sur l'« affaire Yûsuf Wâlî vs. *al-Sha'b* », voir l'article de Nathalie Bernard-Maugiron & Gamal Abdel Nasser Ibrahim dans cette même livraison.

5. Allusion à l'ouvrage d'Édouard al-Kharrat, *Poésie de la modernité en Égypte* et le texte incriminé se réfère au chapitre consacré au recueil de M. Farîd Abû Sa'âda intitulé *La mémoire du mouflon*.

6. *Al-Usbû* du 09/05/2000.

7. Nom donné par dérision aux députés de la majorité impliqués dans des affaires de détournement de fonds bancaires au profit d'hommes d'affaires véreux.

8. Le dossier de presse de « l'affaire Haydar Haydar », compilé par le Cedej comprend plus de 1 000 documents.

9. On raconte qu'il est régulièrement financé par le riche radiologue.

10. Dans cette même livraison, Dina El Khawaga, qui consacre un article au nouveau journalisme égyptien, met en avant l'exemplarité du journal interdit *al-Dustûr*, et s'attache à cerner les multiples ressorts de la personnalité complexe d'Ibrâhîm Îsâ, son rédacteur en chef, dans les multiples stratégies de contournement de la censure déployées par ce dernier et qu'elle restitue dans les entretiens qu'il lui a accordés.

11. Cf. l'article de Richard Jacquemond dans cette même livraison.

12. La rubrique « Tribune » de cette même livraison est entièrement consacrée à cet auteur.

13. Elle est composée de : Abd al-Qâdir al-Qitt, Salâh Fadl, Kâmil Zuhayrî, Ahmad Haykal et Mustafa Mandûr.

14.À la suite de cette affaire, le Parti du Travail devait être interdit et *al-Sha'b*, son organe, suspendu.

15.Cette cellule comprend les ministres de la Défense, de l'Intérieur et de la Sécurité nationale et enfin de l'Information – ce dernier ministre étant concerné par l'événement.

16.Sur les catégories de la presse égyptienne, voir ici même, la contribution de Nathalie Bernard-Maugiron & Gamal Abdel Nasser Ibrahim.

17.À la foire du livre de 1994, comme le rappelle Gamâl al-Ghâtânî dans *Akhabâr aladab* du 28/05/2000. Ni al-Azhar ni aucune autre autorité n'a le droit de saisir les livres sans une décision judiciaire claire !

INDEX

Mots-clés : affaire Haydar Haydar, al-Azhar, littérature, censure